



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1988/46
31 décembre 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-quatrième session
Point 24 de l'ordre du jour

**ELECTION DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES
MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES**

Note du Secrétaire général

1. Conformément à la résolution 1334 (XLIV), du 31 mai 1968, du Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme a élu, à sa quarantième session (53ème séance, 13 mars 1984), pour un mandat de trois ans, les 26 membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités parmi les experts dont les Etats Membres des Nations Unies avaient proposé la candidature (voir la liste des membres à l'annexe II).
2. Le mandat de ces membres ayant expiré, la Commission des droits de l'homme est appelée à élire les nouveaux membres de la Sous-Commission.
3. Conformément aux résolutions et décisions pertinentes du Conseil économique et social (résolution 1334 (XLIV) et décision 1978/21), la répartition géographique des membres de la Sous-Commission est la suivante : a) Etats d'Afrique, sept membres; b) Etats d'Asie, cinq membres; c) Etats d'Europe occidentale et autres Etats, six membres; d) Etats d'Amérique latine, cinq membres; Etats d'Europe orientale, trois membres.

4. En ce qui concerne la désignation de suppléants, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1983/32, dans laquelle il a décidé que : "nonobstant le paragraphe 2 de l'article 13 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, les règles suivantes s'appliqueraient désormais à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités :

a) Lors de la désignation d'un candidat à un siège à la Sous-Commission, il est loisible de désigner en même temps un expert de la même nationalité qui sera élu simultanément avec lui et pourra le suppléer temporairement dans ses fonctions en cas d'empêchement;

b) Les qualifications requises sont les mêmes pour les suppléants que pour les membres;

c) Est seul habilité à suppléer un membre dans ses fonctions l'expert qui a été suppléant, conformément aux dispositions de l'alinéa a) ci-dessus."

5. Pour assurer une meilleure continuité des travaux de la Sous-Commission, le Conseil économique et social a, par sa résolution 1986/35, décidé qu'à compter de 1987 ^{*}/, les membres de la Sous-Commission seraient élus pour un mandat de quatre ans, que l'élection de la moitié des membres de la Sous-Commission et, le cas échéant, de leurs suppléants, aurait lieu tous les deux ans et que, en conséquence, lors des élections qui auraient lieu en 1987 ^{*}/, le Président tirerait au sort le nom des membres dont le mandat expirerait au bout de deux ans. Le Conseil a aussi autorisé le Président de la Commission des droits de l'homme à sa quarante-troisième session ^{*}/ à tirer au sort le nom des membres et, le cas échéant, celui de leurs suppléants, dont le mandat expirerait au bout de deux ans, sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats.

6. A la date du 16 décembre 1987, le Secrétaire général avait reçu des propositions de candidature à la Sous-Commission des pays suivants : Algérie, Argentine, Bangladesh, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, France, Ghana, Grèce, Inde, Indonésie, Iraq, Japon, Jordanie, Kenya, Liban, Maroc, Mexique, Nigéria, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République arabe syrienne, Roumanie, Sainte-Lucie, Somalie, Yougoslavie et Zambie.

^{*}/ Conformément à la décision 1987/102 du Conseil économique et social, en date du 6 février 1987, ces élections ont été reportées à la quarante-quatrième session de la Commission en 1988.

7. Les communications et propositions de candidature qui seront encore reçues des gouvernements seront distribuées en tant qu'additifs au présent document.

8. On trouvera ci-après la liste des propositions de candidature reçue à ce jour; le curriculum vitae des candidats est joint en annexe (annexe I au présent document). La liste des candidatures est la suivante :

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Algérie	Mme Fatma Zohra Ksentini	M. Boudjemâa Delmi
Argentine	M. Leandro Despouy	Mme María Teresa Flores
Bangladesh	M. F.K.M.A. Munim */	
Chine	M. Tian Jin	M. Shao Jin
Colombie	M. Rafael Rivas Posada	M. Eduardo Suescún Monroy
Costa Rica	M. Luis Varela Quirós	M. Jorge Rhenan Segura
Cuba	M. Miguel Alfonso Martínez	M. Julio Heredia Pérez
Etats-Unis d'Amérique	M. William W. Treat	M. John Carey */
Ethiopie	M. Fisseha Yimer	
France	M. Louis Joinet */	M. Alain Pellet */
Ghana	M. K.B.S. Simpson */	M. P.R.D. Hayford */
Grèce	Mme Erica-Irene A. Daes	
Inde	M. M.C. Bhandare	
Indonésie	M. Jusuf Wanandi	M. Juwono Sudarsono
Iraq	M. Al Witri Akram */	Mlle A Torayhi Soha */
Japon	M. Ribot Hatano	M. Yozo Yokota
Jordanie	M. Awn Shawkat Al-Khasawneh	M. Waleed M. Sadi
Kenya	M. P.K. Mathanjuki */	
Liban	M. Osman El-Hajje	

*/ Le curriculum vitae n'est pas encore parvenu au Secrétariat; il sera publié en tant qu'additif au présent document.

<u>Etat membre</u>	<u>Expert proposé</u>	<u>Suppléant proposé</u>
Maroc	Mme Halima Embarek Warzazi	M. Mohamed Laghmari
Mexique	M. Alejandro Sobarzo Loaiza	
Nigéria	Mlle J.S. Attah	Mme C.E. Mbonu
Norvège	M. Asbjørn Eide	M. Jan Helgesen
Pakistan	M. Ali Ahmad Fazeel	M. Ikramullah Mahsud */
Pays-Bas	M. Theodor Cornelis van Boven	M. Cornelis Flinterman
Philippines	Mme Mary Concepción Bautista */	Mme Susan Sonya Severino */
République arabe syrienne	M. Adib Daoudy	
Roumanie	M. Ion Diaconu	M. Ioan Maxim
Sainte-Lucie	M. Charles M.E. Cadet	Mme Frances Iona Erlinger-Ford
Somalie	M. Aidid Abdillahi Ilkahanaf	
Yougoslavie	M. Danilo Türk	
Zambie	M. C.L.C. Mubanga-Chipoya */	

*/ Le curriculum vitae n'est pas encore parvenu au Secrétariat; il sera publié en tant qu'additif au présent document.

Annex I

BIBLIOGRAPHICAL DATA

Mrs. FATMA ZOHRA KSENTINI (Expert)

(Nominated by the Government of Algeria)

- Lieu de naissance : ALGERIE
- Date de naissance : 11 février 1952
- Etat civil : Mariée
- * Etudes : - Titulaire d'une licence en droit de la Faculté de droit de Ben Aknoun (Université d'Alger).
 - Diplômée de l'Ecole nationale d'administration.
- Langues : Arabe - Français et Anglais.
- Cours spécialisé de l'UNITAR sur le système des Nations Unies à Genève. 1981.
- Cours de langues des Nations Unies dont diplôme Proficiency des Nations Unies en anglais (1982).
- Université de Genève (droit international humanitaire et droits de l'homme).

Fonctions remplies :

- Enseignement en droit public dans le Centre de formation administrative de Blida (Algérie 1975-78).
- Secrétaire des affaires étrangères (1977).
- Chef du bureau des organisations internationales et chargée de la sous-direction de la planification et de la synthèse au sein de la Direction générale de la coopération internationale (1978-81).
- Deuxième puis Premier Secrétaire au sein de la Représentation permanente de l'Algérie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève (1981-1986).
- A apporté sa contribution au cours dispensé par l'UNITAR au bénéfice de diplomates africains (1985).
- Conseiller exerçant actuellement les fonctions de sous-directeur des Conventions multilatérales au sein du département des affaires politiques internationales du ministère des affaires étrangères.

- Elle a participé en tant que délégué, conseiller ou expert à de multiples réunions à caractère multilatéral dans divers domaines, social, économique et humanitaire, notamment :
- * 1977-1980 : différentes réunions de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), y compris la quatrième Conférence de Manille, des réunions du Conseil et des Commissions et des Conférences spéciales à Genève.
- * Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (trente et unième à trente-huitième sessions, 1980-87).
- * Première et deuxième Conférences internationales sur l'assistance aux réfugiés africains (CIARA I-1981 - CIARA II-1984).
- * IIe Conférence mondiale contre le racisme et la discrimination raciale (1983).
- * Comité du désarmement (1983-84).
- * Conseil économique et social des Nations Unies : ECOSOC (1982-85).
- * Programme des Nations Unies pour le développement : PNUD (1982).
- * Conférence internationale du Travail de l'OIT (1986) et notamment Commission tripartite de l'apartheid.
- * Comité intergouvernemental des migrations (CIM) et notamment les séminaires organisés sur les migrants sans documents (1982-84).
- * Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (observateur pour la période 1982-84).
- * Commission des droits de l'homme : en tant que déléguée observateur pour la période 1983-85; et déléguée membre de la Commission pour les périodes 1981-82 et 1986-87.
- * Groupe intergouvernemental d'experts sur le droit au développement (1981-84). Elle a été vice-présidente de ce Groupe.
- * Réunions, séminaires, tables rondes et colloques sur les droits de l'homme et le droit humanitaire organisés par les Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge, l'UNDRO, le HCR, les organisations non gouvernementales, la Commission indépendante sur les questions humanitaires, l'Université pour la paix et autres organisations et institutions.

Mr. BOUDJEMAA DELMI (Alternate)
(Nominated by the Government of Algeria)

Lieu de naissance : ALGERIE

Date de naissance : 27 février 1952

Etat civil : Marié (deux enfants)

- Etudes : Diplômé de l'Ecole nationale d'administration.
Stage diplomatique, Mission permanente d'Algérie à Genève,
1975.

- Langues : Arabe - Français - Anglais.

- Cours de langue : British Council Alger
Anglais Addis-Abeba, Nations Unies/CEA
Genève, Nations Unies.

- Fonctions exercées :

- Enseignant au Centre de formation administrative (Alger) de 1979 à 1981.
- Secrétaire des affaires étrangères, stagiaire.
- Chef de bureau documentation MAE 1978.
- Deuxième Secrétaire des affaires étrangères 1978.
- Chef de bureau OUA/Direction Afrique MAE 1979/1981.
- Premier Secrétaire, Ambassade d'Algérie à Addis-Abeba 1981/1984.
- Conseiller, Mission permanente d'Algérie à Genève depuis 1984.

- Participation à des activités internationales :

- Membre de la délégation algérienne aux Conférences des chefs d'Etat et de gouvernement africains (OUA), de 1980 à 1984.
- Membre de la délégation algérienne aux réunions préparatoires au sommet économique africain de Lagos (1980).
- Membre de la délégation algérienne aux Conférences ministérielles de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, 1980 à 1984.
- Membre du Comité africain sur la rationalisation des organisations parrainées par l'OUA et la CEA, 1983/1984.
- Membre de la délégation algérienne à la Commission de l'OUA sur les réfugiés, 1980/1984.

- Membre de la délégation algérienne à la Commission de l'OUA sur les sanctions, 1980/84.
- Membre de la délégation algérienne au Comité de libération de l'OUA (1980-1984).
- Membre de la délégation algérienne aux sessions d'été du Conseil économique et social de 1985 à 1987.
- Membre de la délégation algérienne à la Commission des droits de l'homme de 1985 à 1987.
- Membre de la délégation algérienne au Comité exécutif du HCR, 1984/1987.
- Membre de la délégation algérienne à la Conférence internationale des Croix et Croissants-Rouges (Genève 1985).
- Membre de la délégation algérienne, Réunion africaine préparatoire à la VIIème CNUCED (Addis-Abeba 1987).
- Membre de la délégation algérienne à la VIIème CNUCED, (Genève 1987).
- Membre de la délégation algérienne aux Conférences de l'Organisation internationale du Travail, 1985/1987.
- Président du Groupe des "Trois" de la Commission des droits de l'homme (sur la mise en application de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (Genève 1987)).
- Membre du Comité restreint chargé d'assainir la situation administrative et financière de l'Organisation internationale de protection civile (Genève 1987).
- * A exercé les fonctions de rapporteur et de vice-président dans de nombreuses réunions.

Mr. LEANDRO DESPOUY (Expert)

(Nominated by the Government of Argentina)

Fecha de nacimiento: 4 de abril de 1947

Lugar: San Luis - República Argentina

Formación: Jurista. Profesor de Derecho Internacional Público

Especialización: Derechos Humanos. Derecho Internacional Humanitario

Rango diplomático: Embajador Extraordinario y Planipotenciario

Funciones en la actualidad: Director General de Derechos Humanos

1976/1983: Realizó estudios y elaboró múltiples informes para la UNESCO y el Consejo de Europa. De los mismos se da cuenta en el ítem relativo a publicaciones.

1980: Funcionario de la División de Derechos Humanos de las Naciones Unidas, hoy Centro de Derechos Humanos (Ginebra).

1982: Co-Relator del Informe General del coloquio sobre "Derecho de solidaridad: derechos de los pueblos". Organizado por las autoridades de San Marino en colaboración con la UNESCO.

1984: Fue electo miembro de la Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías.

1984: Relator General de la Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías, 37º período de sesiones. Ver al respecto E/CN.4/Sub.2/1984/43.

1984: En el mismo período de sesiones fue designado por la Subcomisión Relator Especial del tema "Derechos humanos y discapacidad". Ver al respecto resolución 1984/20 y 1985/10 de la Subcomisión e informe preliminar en documento E/CN.4/Sub.2/1985/32.

1985: Miembro de la delegación argentina al 41º período de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU.

1985: En el 38º período de sesiones de la Subcomisión fue designado Relator Especial encargado de confeccionar anualmente una lista de países donde el estado de excepción hubiese sido proclamado prorrogado o levantado, para verificar el impacto sobre los derechos humanos de las medidas adoptadas en tales circunstancias, el mandato del Relator Especial incluye el examen de la legalidad interna e internacional de dichas medidas. Ver al respecto resoluciones 1984/27, 1984/32 de la Subcomisión y decisión 1986/104 de la Comisión de Derechos Humanos, documento E/CN.4/Sub.2/1985/19 y E/CN.4/Sub.2/1987/19.

1985: Expositor del tema "Reglas internacionales aplicables a los conflictos armados no internacionales", en la undécima conferencia sobre "Los problemas actuales del derecho internacional humanitario" organizado por el Instituto Internacional de Derecho Humanitario de San Remo.

1986: Presidente alterno de la delegación argentina al 42° período de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU.

1986: Miembro de la delegación argentina a la XXV Conferencia Internacional de la Cruz Roja (Ginebra, del 23 al 31 de octubre de 1986).

1986: Miembro del Grupo de Expertos asesores del Comité Internacional de la Cruz Roja.

1987: Participó en el Seminario sobre "Protección jurídica internacional de la persona humana en las situaciones de excepción", organizado por el Instituto Interamericano de Derechos Humanos y el Comité Internacional de la Cruz Roja (México, 16 al 20 de marzo de 1987).

1987: Presidió el Coloquio internacional sobre la prevención de la tortura, organizado por la Comisión Internacional de Juristas y el Comité suizo contra la tortura (Montevideo, 6 al 9 de abril de 1987).

1987: Presidente de la delegación argentina al 43° período de sesiones de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU.

1987: Presidente de la Subcomisión de las Minorías, 39° período de sesiones.

Actividades académicas

1973-1974: Profesor de Historia de las instituciones políticas, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad de Buenos Aires (UBA).

1974: Profesor de Sociología Política, Facultad de Filosofía y Letras, UBA.

1974: Profesor de Derecho Comercial, Facultad de Ciencias Económicas, UBA.

1974: Jefe de Investigaciones y Publicaciones, Instituto de Derecho Comparado, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, UBA.

1975-1977: Profesor de Economía Política, Universidad de París, Francia.

1982: Profesor de Derechos Humanos, Centre International de Formation et Recyclage des Enseignants des Droits de l'Homme (Estrasburgo).

1983: Profesor de Derecho Internacional, Institut International d'Administration Publique (París).

1983: Profesor de Derechos Humanos, Instituto Internacional de Derechos Humanos (Estrasburgo).

1984-1987: Profesor de Derecho Internacional Público, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, UBA.

1985: Profesor de postgrado sobre "Relaciones jurídicas internacionales", Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, UBA.

1984-1987: Ha dictado conferencias en la Asociación de Abogados de Buenos Aires, en la Asociación Argentina de Derecho Constitucional de la Subsecretaría de Derechos Humanos del Ministerio del Interior, en la Escuela de Defensa, en el Instituto del Servicio Exterior de la Nación, etc.

Publicaciones

"El concepto de culpa en el homicidio preterintencional". Revista Lecciones y Ensayos, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, UBA.

"La causa en los títulos abstractos o papeles de comercio". Revista del Derecho y las Obligaciones Comerciales.

"El estado de excepción en América Latina". Asamblea Legislativa del Consejo de Europa. Ver al respecto documento AF/PO/PL/COLL/EXHAL BETWEEN 33 i-4.

"Evaluación del marco jurídico-institucional de la participación del público en los asentamientos humanos" (UNESCO - División de Asentamientos humanos y del medio socio-cultural, septiembre de 1982).

"Antecedentes sobre los trabajos de las Naciones Unidas relativos a las empresas transnacionales y los derechos humanos", reunión de expertos sobre "El papel de los poderes privados y no estatales como factor de limitación de los derechos humanos", diciembre de 1982, UNESCO.

"La participación de la población en la toma de decisiones en los sistemas democráticos: Asamblea Legislativa del Consejo de Europa", marzo de 1983 (AS/COLL/Democracia 33/4).

"Dimensión jurídica del derecho a la participación en la realización del derecho al desarrollo", UNESCO, División de Derechos Humanos y de la Paz, octubre de 1983.

"El estado de excepción en el sistema jurídico de Europa continental y en América Latina", Instituto Internacional de Derechos Humanos de Estrasburgo, 1983.

En lo concerniente a su labor como experto de la ONU ver los documentos E/CN.4/Sub.2/1984/43, E/CN.4/Sub.2/1985/32, E/CN.4/Sub.2/1985/19, E/CN.4/Sub.2/1987/19.

Mrs. MARI TERESA FLORES (Alternate)

(Nominated by the Government of Argentina)

Fecha de nacimiento: 5 de octubre de 1948

Nacionalidad: Argentina por opción

Estado civil: Soltera

Estudios cursados

1966: Maestra Normal Nacional, Escuela Nacional Normal "Antonio Mentruyt".

1974: Procuradora, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad Nacional de Buenos Aires.

1975: Abogada, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad Nacional de Buenos Aires.

Cargos en la función pública

1984-1986: Asesora de la Subsecretaría de Política Exterior cumpliendo funciones en la Dirección General de Derechos Humanos, Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto.

1986-continúa: Subdirectora General de la Dirección General de Derechos Humanos - Subsecretaría de Derechos Humanos en el orden internacional - Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto.

Especialización en Derechos Humanos

1985: Curso interdisciplinario en Derechos Humanos, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José de Costa Rica.

1985: Curso general de derechos humanos, Subsecretaría de Derechos Humanos, Ministerio del Interior, Buenos Aires.

1985: Curso postgrado en Relaciones Internacionales, Facultad de Derecho y Ciencias Sociales, Universidad Nacional de Buenos Aires.

1986: Decimoséptima sesión de estudios, Instituto Internacional de Derechos Humanos, Estrasburgo.

1986: Decimocuarta sesión del Centro Internacional para la Enseñanza de los Derechos Humanos en las Universidades, Instituto Internacional de Derechos Humanos, Estrasburgo.

1987: II Curso de verano sobre derechos humanos, Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Complutense de Madrid.

Actividades docentes

1978-1983: Profesora de Instrucción Cívica, Formación Cívica y de Estudios Sociales y Económicos, Escuela Nacional Normal Superior "Antonio Mentruyt".

1984: Profesora de Derecho Constitucional. Ciclo introductorio. Universidad Nacional de Lomas de Zamora.

1984: Coordinadora general del Ciclo Básico. Facultad de Ciencias Sociales. Universidad Nacional de Lomas de Zamora.

1984: Miembro titular del Consejo Académico Consultivo. Facultad de Ciencias Sociales. Universidad Nacional de Lomas de Zamora.

1985: Profesora de Historia Institucional Argentina. Facultad de Ciencias Sociales. Universidad Nacional de Lomas de Zamora.

1985/continúa: Profesora de Derecho Institucional Público. Facultad de Derecho y Ciencias Sociales. Universidad Nacional de Lomas de Zamora.

1986/continúa: Profesora de Derecho Internacional Público. Facultad de Derecho y Ciencias Sociales. Universidad Nacional de Lomas de Zamora.

1986/continúa: Profesora de Derechos Humanos. Facultad de Derecho. Universidad Nacional de Lomas de Zamora.

1986: Profesora de Derechos Humanos y Garantías. Facultad de Derecho y Ciencias Sociales. Universidad Nacional de Buenos Aires.

Mr. TIAN JIN (Expert)

(Nominated by the Government of China)

Mr. Tian Jin, born in 1924 in Shanghai, China. Receive university education. Deputy Section Chief of the Department of International Organizations and Conferences of the Ministry of Foreign Affairs from 1955 to 1956. Second secretary of the Chinese Embassy in Afghanistan from 1956 to 1963. Commissioner of the General Office of the Ministry of Foreign Affairs from 1963 to 1972. Division chief, from 1972 to 1978. Deputy Director from 1977 to 1981, of the Department of International Organizations and Conferences of the Ministry of Foreign Affairs. Deputy permanent representative (minister), of the People's Republic of China to the United Nations Office in Geneva and other international organizations in Switzerland from 1981 to 1983. Ambassador of the People's Republic of China to Switzerland from 1983 to 1987.

He was in charge of the United Nations human rights and humanitarian affairs and attended such international conferences as Red Cross when he was Chief of Division and Deputy Director in the Department of International Organizations and Conferences of the Ministry of Foreign Affairs. He participated in meetings of the United Nations Commission on Human Rights when he was alternate representative of the Chinese Permanent Mission to the United Nations Office in Geneva.

Mr. SHAO JIN (Alternate)

(Nominated by the Government of China)

Mr. Shao Jin, born in 1927 in Ningbo, Zhejiang province. In 1948, he was conferred an A.B.A. degree by the law school of Ying Shi University. After 1956, he was engaged in teaching and research work at the law department and the international law institute of Beijing University. From the fall of 1983 to the fall of 1984, he did research on international law at the School of Law of the University of Columbia in the United States. In the fall of 1985 he worked at the academy center for studies and research in international law and international relations of the Hague Academy of International Law. He is now professor of international law at the International Law Institute and the Law Department of Beijing University, member of the Editorial Board of Chinese Year Book of International Law, member of the International Committee on legal aspects of a new international economic order of the International Law Association, member of the Beijing Committee of the Chinese People's Political Consultative Conference. He has written articles for the textbook of international law in volume of law of the Chinese Encyclopaedia. In 1986, to mark the twentieth anniversary of the adoption of the two United Nations Conventions on Human Rights, Professor Shao wrote an article which was published in the World Affairs magazine.

Mr. RAFAEL RIVAS POSADA (Expert)

(Nominated by the Government of Colombia)

Nombre: Rafael RIVAS POSADA

Lugar y fecha de nacimiento: Bogotá, abril 5 de 1932, Colombia

Estado civil: Casado con Isabel Mallarino

Dos hijos: Rafael y Juan Antonio

Estudios de primaria

1940-1943 Anderson Academy, Montevideo (Uruguay).

Estudios de secundaria

1944-1949 Colegio Mayor de Nuestra Señora del Rosario, Bogotá, Colombia.

Estudios universitarios

1950-1954 Facultad de Derecho. Universidad Nacional, Bogotá.

Doctorado en Derecho y Ciencias Políticas 1956.
Tesis de grado: "Teoría General del Negocio Jurídico", merecedora de la Medalla del Mérito Universitario "José Félix de Restrepo", 1957.

Estudios de posgrado

1956-1958 Faculté de Droit. Université de Paris. Cursos de Derecho Civil del programa de Doctorat d'Université. Beca del Gobierno francés.

1956-1958 Institut de Droit comparé. Université de Paris. Cursos de Derecho Comparado.

1961-1962 Institute of Social Studies. La Haya (Países Bajos). Diploma en Administración Pública. Beca del Gobierno holandés.

1962-1963 Institute of Social Studies. La Haya (Países Bajos). Master en Administración Pública.
Tesis de grado: "Regional Development Corporations: An Administrative Approach".

1965-1968 Princeton University, EE.UU. Master en Ciencia Política. Candidato a Ph. D. con la tesis "The Colombian Party System: Patterns of Political Competition". Beca de la Fundación Ford.

Experiencia profesional

1955-1956	Juez Municipal de Utica (Cundinamarca, Colombia).
1958	Secretario de Hacienda de la Alcaldía de Bogotá.
1958-1959	Procurador del Departamento de Cundinamarca.
1959-1960	Abogado de la Previsora S.A. Compañía de Seguros.
1963-1965	Profesor de la Escuela Superior de Administración Pública, Bogotá.
1965-1970	Profesor de la Universidad del Valle, Cali.
1968-1970	Jefe del Departamento de Ciencias Políticas y Decano de la División de Ciencias Económicas y Sociales de la Universidad del Valle, Cali.
1970-1971	Decano de la Facultad de Artes y Ciencias de la Universidad de los Andes, Bogotá.
1970-1975	Profesor de la Universidad de los Andes, Bogotá.
1971-1975	Práctica privada de la abogacía, Bogotá.
1975	Coordinador Nacional del Programa Colombia/PNUD/UNESCO, Bogotá.
1975-1977	Embajador Alterno ante las Naciones Unidas, Nueva York. - Vicepresidente de la Tercera Comisión de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, 1976. - Vicepresidente del Consejo Económico y Social. Presidente del Comité Social y del Comité Económico del ECOSOC, 1976-1977. - Presidente del Comité <u>Ad Hoc</u> sobre Prácticas Corruptas, de las Naciones Unidas, 1976-1977.
1977-1978	Ministro de Educación Nacional de Colombia. - Presidente de la Conferencia Intergubernamental sobre Políticas Culturales en América Latina y el Caribe de la UNESCO, Bogotá, 1978.

- 1978 Jefe de la delegación de Colombia al décimo período extraordinario de sesiones de la Asamblea General de las Naciones Unidas dedicado al desarme, Nueva York.
- 1978 Jefe de la delegación de Colombia al trigésimo período ordinario de sesiones de la Asamblea General de las Naciones Unidas, Nueva York.
- 1979-1981 Coordinador Regional de la UNESCO para la América Latina y el Caribe, Caracas, Venezuela.
- 1981-1982 Gerente de la Empresa Colombiana de Producción y Distribución de Bienes Culturales - PROCULTURA S.A., Bogotá.
- 1982 Delegado de Colombia a la Conferencia Mundial de Cultura de la UNESCO, México.
- 1982-1985 Representante Especial del Secretario General de las Naciones Unidas para el estudio de la situación de derechos humanos en el Uruguay.
- 1982-1985 Rector de la Universidad de los Andes, Bogotá.
- 1982-1985 Miembro de la Comisión de Paz del Gobierno de Colombia.
- 1985-1987 Experto Independiente de la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas para el caso paraguayo.
- 1985-1986 Director Adjunto del Partido Liberal de Colombia, Bogotá.
- 1986 Embajador de Colombia ante el Reino de Bélgica, Luxemburgo y las Comunidades Europeas, Bruselas.

Mr. EDUARDO SUESCUN MONROY (Alternate)

(Nominated by the Government of Colombia)

1. Nacimiento: 1934 - El Cocuy, Colombia.
2. Familia: casado.
3. Título profesional: Abogado de la Universidad Externado de Colombia, Bogotá, 1958.
4. Curso de Especialización en Derecho Internacional y Política Diplomática, Universidad Internacional de Roma, 1959.
5. Juez del Trabajo de Bogotá, 1962-1965.
6. Profesor de Derecho del Trabajo, Universidad Externado de Colombia, Bogotá, 1963-1965.
7. Miembro de la Cámara de Representantes, 1969.
8. Consejero del Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, 1971-1973.
9. Delegado de Colombia a la Cuarta Conferencia de Ministros de Trabajo, Buenos Aires, 1972.
10. Experto Laboral de la OEA en Misión de Asistencia Técnica al Ministerio de Trabajo de Costa Rica, 1973.
11. Cónsul de Colombia en Marsella, 1978-1979.
12. Consejero de Estado, 1980-1986.

Presidente de la Sección Tercera del Consejo de Estado en 1980 y en 1984. Presidente de la Sala de Consulta y Servicio Civil del Consejo de Estado 1986.
13. Ministro de Justicia de agosto de 1986 a mayo de 1987, en el primer gabinete del Presidente Virgilio Barco.
14. Embajador de Colombia en Suiza desde septiembre de 1987.

Mr. LUIS VARELA QUIROS (Expert)

(Nominated by the Government of Costa Rica)

Nombre: Luis Alberto VARELA QUIROS

Fecha de nacimiento: 25 de octubre de 1944

Estado civil: Casado

Estudios universitarios

- Licenciatura en Derecho, Universidad de Costa Rica, 1971.
- Posgrado: Departamento de Sociología. Universidad de Wisconsin, Madison 1971 y 1972.
- Cursos de especialización: Academia Getulio Vargas, Río de Janeiro, Brasil, IV curso de derecho internacional de la OEA, 1974.
- Instituto Interamericano de Derechos Humanos, San José, Costa Rica.
- Curso interdisciplinario de derechos humanos, 1972.

Idiomas Español, inglés, francés.

Cargos desempeñados

- 1968-71: Asistente de cátedra, Facultad de Derecho.
- 1970-78: Asesor del Ministerio de Relaciones Exteriores para Asuntos de las Naciones Unidas.
- 1970-80: Delegado a las Asambleas Generales de las Naciones Unidas durante todos los períodos de sesiones.
- 1973-74: Defensor público, San José.
- 1973-76: Agregado al Protocolo del Ministerio de Relaciones Exteriores.
- 1973-74: Directivo de la Unión Costarricense de Abogados.
- 1974-76: Asesor parlamentario de la Asamblea Legislativa.
- 1978: Director del Instituto Costarricense de Acueductos y Alcantarillados.

- 1978-81: Embajador, Representante Alterno de Costa Rica ante las Naciones Unidas.
- 1979: Vicepresidente de la Comisión de Descolonización ONU.
- 1980-82: Representante de Costa Rica ante la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas.
- 1984-87: Asesor del Ministerio de Relaciones Exteriores.
- 1985: Miembro de la Comisión Nacional nombrada por el Gobierno de la República para la celebración del cuadragésimo aniversario de las Naciones Unidas.
- 1983-85: Vicepresidente de la Academia Costarricense de Derecho Internacional.
- 1980-87: Miembro del Grupo de Trabajo sobre desapariciones forzadas e involuntarias de las Naciones Unidas.
- Ha realizado investigaciones in situ sobre derechos humanos en Bolivia, México, Perú y Guatemala.
- 1987: Miembro de la Comisión Asesora del Ministerio de Relaciones Exteriores para preparar contestación de demanda contra Costa Rica ante la Corte Internacional de Justicia.
- 1973-87: Profesor de derecho, Universidad de Costa Rica y Jefe de la Cátedra de Derecho Internacional Público.
- 1986-87: Profesor de derechos humanos, Escuela de Relaciones Internacionales, Universidad Autónoma de Centroamérica.

Mr. JORGE RHENAN (Alternate)

(Nominated by the Government of Costa Rica)

Apellido: RHENAN SEGURA

Nombre: Jorge

Fecha y lugar de nacimiento: 6 octubre 1956, San José, Costa Rica

Formación

Liceo de Heredia (1969-1973)

Universidad de Costa Rica

- Licenciatura en Derecho Público (1982)
- Licenciatura en Ciencias Políticas (1981)
- Master en Historia de Relaciones Internacionales (1982)

Universidad Autónoma de Centroamérica

- Licenciatura en Periodismo (1987)

Universidad de La Sorbona

- Diploma del Instituto de Estudios de América Latina (1984)
- Doctorado en Ciencias Políticas

Funciones

- Asistente de la Facultad de Ciencias Sociales y Jurídicas de la Universidad de Costa Rica (1974-1979).
- Asistente del Centro de Estudios de América Latina de la Universidad Nacional de Costa Rica (1977).
- Agregado de Investigaciones de la Universidad de Costa Rica (1981-1982).
- Profesor de la Escuela de Ciencias Políticas de la Universidad de Costa Rica (1979-1982).
- Profesor de la Escuela de Relaciones Internacionales de la Universidad Nacional de Costa Rica (1979-1982).
- Director de la Oficina de Relaciones Internacionales (Escuela de Relaciones Internacionales) de la Universidad Nacional de Costa Rica (1981).

- Consejero Jurídico (Programa PNUD) -Ministerio de Planificación y Política Económica de Costa Rica (1981).
- Consejero Jurídico de la Misión Permanente de Costa Rica ante la Oficina de las Naciones Unidas (1982-1987).

Actividades diplomáticas

- Representante Adjunto de Costa Rica de la Comisión de Derechos Humanos ante las Naciones Unidas (1983-1987).
- Consejero Técnico de la Conferencia Internacional del Trabajo (1983-1987).
- Consejero Jurídico ante el Alto Comisionado para los Refugiados, del Comité Intergubernamental para las Migraciones y la Cruz Roja (1983-1987).
- Representante Adjunto de la Segunda Conferencia Mundial sobre la situación de Palestina (1983).
- Vicepresidente de la Segunda Conferencia para el Examen de la Convención sobre las Armas Biológicas (1986).
- Delegado ante la Conferencia de Desarme (1986).

Participación en asociaciones internacionales y otros

- Miembro del Colegio de Abogados de Costa Rica.
- Miembro de la Asociación Costarricense de Ciencias Políticas.
- Miembro de la Asociación de Autores de Costa Rica.
- Miembro del Consejo Consultivo Internacional de la Asociación Internacional contra la Tortura.
- Colaborador del diario La Nación de San José de Costa Rica (política internacional y crítica literaria).

Principales publicaciones

Obras

- Estudio de las relaciones de poder en el partido "Liberación Nacional" de Costa Rica (en colaboración con Sandra Píszk), Ed., Universidad de Costa Rica, San José, 1982.
- La clase política y el poder judicial en Costa Rica, Ed., UNED, San José, 1983.

Artículos

- "El sistema interamericano de derechos humanos", revista Cuadernos de derechos humanos, N° 1, Ginebra, 1985.
- "Asociación Internacional contra la Tortura", revista Cuadernos de derechos humanos, N° 2, Ginebra, 1985.
- "Armamentismo y desarrollo en el Año Internacional de la Paz", revista Cuadernos de derechos humanos, N° 3, Ginebra, 1986.
- "El aporte de Alejo Carpentier a la música latinoamericana", revista Literatura de la Universidad Nacional de Costa Rica, N° 2, San José, 1982.
- "Notas marginales a la Historia de Mayta de Mario Vargas Llosa", revista América Latina, N° 21, París, 1985.
- "Biblioteca y tiempos de Borges", revista América Latina, N° 23, París, 1985.
- "Costa Rica y la política del buen vecino", revista Relaciones Internacionales, N° 2, Universidad Nacional de Costa Rica, 1982.
- "Las relaciones comerciales del Japón en Centroamérica", revista Relaciones Internacionales, N° 3, Universidad Nacional de Costa Rica, San José, 1982.
- "Costa Rica: La excepción democrática", revista América Latina, N° 20, París, 1984.
- "El plan de la Cuenca del Caribe"; "Neutralidad de Costa Rica"; "La vida de Toussaint Louverture", Enciclopedia de la Paz, Instituto de Estudios para la Paz, Universidad de Kyung Hee, Seúl (Corea), 1987.
- "Notas sobre la violencia del Perú", revista Nueva Sociedad, N° 84, Caracas, 1986.
- "Costa Rica y la adhesión al Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio (GATT)", Revista Judicial, Poder Judicial de Costa Rica, San José, septiembre de 1987.

Mr. MIGUEL ALFONSO MARTINEZ (Expert)

(Nominated by the Government of Cuba)

Lugar de nacimiento: La Habana, Cuba

Fecha de nacimiento: 16 de mayo de 1935

Idiomas de trabajo: Español, inglés y francés

1952: Bachiller en Ciencias y Letras.

1960: Doctor en Derecho (Universidad de La Habana) (Premio Nacional "Ricardo Dolz").

1961: Licenciado en Derecho Diplomático y Consular (Universidad de La Habana).

Licenciado en Derecho Administrativo (Universidad de La Habana).

Designado, por concurso de méritos, Profesor Instructor del Departamento de Criminología de la Escuela de Ciencias Jurídicas de la Universidad de La Habana.

Jurista de la Dirección Jurídica del Ministerio de Relaciones Exteriores de Cuba.

1962: Ascendido a profesor auxiliar del referido Departamento de Criminología.

Jefe del Departamento de Naciones Unidas de la Dirección de Organismos Internacionales del Ministerio de Relaciones Exteriores.

1963-66: Consejero del Servicio Exterior de Cuba, adscrito a la Misión Permanente de Cuba ante la Organización de las Naciones Unidas (Nueva York).

Consejero del Servicio Exterior de Cuba, adscrito a la Misión Permanente de Cuba ante los Organismos Internacionales con sede en Suiza (Ginebra).

1966-71: Desempeñó diversas funciones y cargos en el Consejo Nacional de Cultura (CNC) y el Instituto Cubano de Amistad con los Pueblos (ICAP).

1970-73: Profesor de Derecho Internacional Público del Departamento de Derecho Económico e Internacional de la Escuela de Ciencias Jurídicas de la Universidad de La Habana.

1971-78: Jefe del Departamento de Asuntos Sociales, Humanitarios y Culturales de la Dirección de Organismos Internacionales del Ministerio de Relaciones Exteriores.

- 1979-81: Profesor de Derecho Internacional Público y Privado del Instituto Superior del Ministerio del Interior de Cuba.
- 1979: Profesor de Derecho Diplomático y de Derecho de Tratados del Instituto Superior de Relaciones Internacionales (ISRI) del Ministerio de Relaciones Exteriores.
- 1981: Profesor de Técnica de la Negociación del Instituto Superior de Relaciones Internacionales (ISRI).
- 1983: Se le otorga la Distinción Especial instituida por el Ministerio de la Enseñanza Superior de Cuba para premiar, a escala nacional, los resultados del trabajo de investigación científicotécnica de los profesores de la Educación Superior en el país.
- 1984: Elegido por la Comisión de Derechos Humanos del Consejo Económico y social de las Naciones Unidas como miembro de la Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías para el período 1984-86.
- 1985: Ascendido a Profesor Titular de la Enseñanza Superior de Cuba.

Ha cursado estudios de especialización en Derecho Internacional y Relaciones Internacionales, respectivamente, en la Universidad Patricio Lumumba de Moscú (1983) y en el Instituto Internacional de Administración Pública (IIAP) de París (1984).

Ha representado al Gobierno de Cuba en múltiples reuniones internacionales, principalmente en el marco del sistema de las Naciones Unidas; entre otras, las siguientes:

- Delegado en la Comisión de Derechos Humanos del ECOSOC en sus períodos de sesiones 32° y 33° (1976 y 1977);
- Delegado en la Tercera Comisión (Asuntos Sociales, Humanitarios y Culturales) de la Asamblea General de las Naciones Unidas en sus períodos de sesiones vigésimo séptimo, vigésimo octavo, trigésimo, trigésimo primero y trigésimo segundo (1972-1977); Vicepresidente de la Comisión en 1976;
- Delegado en la Conferencia Internacional de la Cruz Roja (México, 1971);
- Delegado gubernamental a la Conferencia Internacional del Trabajo de la OIT en sus reuniones 49a., 56a., 57a., 58a., 59a. y 60a. (1964 y 1971-1975), y
- Delegado en la Sexta Comisión (Asuntos Jurídicos) de la Asamblea General de las Naciones Unidas en sus períodos de sesiones decimoctavo, decimonoveno y vigésimo (1963-1965).

Ha representado también a Cuba en el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas (1965), en diversos períodos de sesiones del Consejo Económico y Social y en varios órganos auxiliares tanto de la Asamblea General como del propio ECOSOC, así como en numerosas reuniones de órganos de la UNESCO, la FAO, el GATT, la ONUDI y la Organización Mundial de Turismo.

Ha participado asimismo, a título personal, en diversas reuniones internacionales sobre derechos humanos y otros tópicos relacionados con el derecho internacional auspiciadas, entre otras organizaciones no gubernamentales, por el Comité Internacional de la Cruz Roja, la Asociación Internacional de Juristas Demócratas, la Asociación de Universidades e Institutos de Investigación del Caribe, la Comisión Internacional de Juristas, la Latin American Studies Association (LASA) y la Asociación Americana de Juristas. Es autor de varias ponencias presentadas a algunas de las referidas reuniones.

Es miembro fundador de la Unión Nacional de Juristas de Cuba y de la Sociedad Cubana de Derecho Internacional. Varios de sus trabajos han aparecido en publicaciones cubanas especializadas y de interés general.

Es casado y tiene cuatro hijos.

Abril de 1986.

Mr. JULIO HEREDIA PEREZ (Alternate)

(Nominated by the Government of Cuba)

Lugar de nacimiento: La Habana, Cuba

Fecha de nacimiento: 10 de mayo de 1940

Estado civil: Casado (tiene un hijo)

Estudios

Nivel medio Bachiller.

Superiores Formación de Profesores (Español) 1961, Ministerio de Educación. Premio "Rafael Trejo".

Formación y Superación de Profesores en varias materias, Ministerio de Educación, 1962 a 1966.

Universitarios Doctor en Derecho, Universidad de La Habana, 1959 a 1963.

Posgrados Derecho Penal, Universidad de La Habana, 1970.

Relaciones Jurídicas Internacionales, Universidad de La Habana, 1970.

Sistema de las Naciones Unidas, Instituto Superior de Relaciones Internacionales, La Habana, 1978-1979.

La Carta de las Naciones Unidas, Instituto Superior de Relaciones Internacionales, La Habana, 1979.

Otros estudios especializados Curso sobre el Sistema de Naciones Unidas en Ginebra, UNITAR, Palacio de las Naciones, Ginebra, 1984.

Estudios de idiomas Graduado de inglés, Ministerio de Educación, La Habana, 1967-70.

Graduado de francés, Alianza Francesa, La Habana, 1969-1974.

Cargos desempeñados

Profesor en Centros de Estudios Superiores del Ministerio de Educación, 1962-1966.

Instructor Docente del Cursillo de Tribunales Populares de la Escuela de Ciencias Jurídicas de la Universidad de La Habana, 1963.

Jefe Departamento de Organización ENALFRI, Instituto Nacional de la Reforma Agraria, 1962-1964.

Abogado de Oficio en las Audiencias de la Provincia de La Habana y Las Villas y del Tribunal Supremo de Cuba, 1966-1973.

Instructor Técnico-Docente de Derecho Penal y Derecho Procesal Penal del Curso de Capacitación y Perfeccionamiento de Abogados, Ministerio de Justicia, 1971-1973.

Asesor del Ministro de Justicia, 1970-73.

Director de Relaciones Internacionales y Jurídicas del Instituto Cubano de Normalización, 1973-1974.

Profesor de Curso de Posgrado sobre Derecho Internacional Humanitario Aplicable en los Conflictos Armados, Instituto Superior de Relaciones Internacionales, 1981.

Especialista en Organismos Internacionales de la Dirección de Organismos Internacionales del Ministerio de Relaciones Exteriores, 1974-1984.

Desde junio de 1984, Primer Secretario del Servicio Exterior de Cuba, adscrito a la Misión Permanente de Cuba ante los organismos internacionales con sede en Suiza.

En 1984 fue elegido por la Comisión de Derechos Humanos de las Naciones Unidas como Experto Suplente de su Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías para el período 1984-1986.

Actualmente realiza trabajo de Consultor para la Rama de Prevención del Delito del Centro de Desarrollo Social de las Naciones Unidas.

Desde 1972 ha participado como delegado en numerosas reuniones internacionales:

- a) En representación del Gobierno de Cuba dentro del sistema de las Naciones Unidas (así como ONG, el CAME y los No Alineados), entre otras, en las siguientes:
 - Conferencia Diplomática sobre Derecho Humanitario Aplicable en los Conflictos Armados (períodos de 1975, 1976 y 1977);
 - Conferencia Internacional de la Cruz Roja (1977);
 - Comité de Prevención del Delito y Lucha contra la Delincuencia (períodos de 1978 y 1980);
 - Congreso Mundial de la UNESCO sobre la Enseñanza de los Derechos Humanos (1978);
 - Reunión Latinoamericana de Prevención del Delito y Tratamiento del Delincuente (1978 y 1983);

- VI Congreso de las Naciones Unidas para la Prevención del Delito y el Tratamiento del Delincuente (1980);
 - Comité de Convenciones y Recomendaciones de la UNESCO (períodos de abril y septiembre de 1982);
 - Comité para la Eliminación de la Discriminación Racial (períodos de 1981 y 1983);
 - Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías (1983);
 - II Conferencia Mundial contra el Racismo y la Discriminación Racial (1983);
 - II Conferencia Mundial sobre los Refugiados en Africa (1984);
 - Comité Ejecutivo del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Refugiados (períodos de 1984 y 1985);
 - Conferencia de las Organizaciones No Gubernamentales sobre el Apartheid (1984);
 - Consejo Económico y Social de la ONU (ECOSOC) (períodos de 1980 y de 1983 a 1986);
 - Consejos de Administración de la Organización Internacional del Trabajo (desde mayo de 1983 a 1986);
 - Conferencia Tripartita de la Organización Internacional del Trabajo sobre el Apartheid (1984);
 - Reunión Ministros del Trabajo de América Latina (1986);
 - Conferencia Internacional de la Organización Internacional del Trabajo (1983 a 1986);
 - Comisión de Derechos Humanos (períodos de 1976 a 1986).
- b) En reuniones auspiciadas por otras entidades internacionales, tales como el Comité Internacional de la Cruz Roja, la Liga de la Cruz Roja, el Instituto Interamericano de Derechos Humanos, la Universidad para la Paz, la Unión Interparlamentaria y el Parlamento Latinoamericano, entre otras, en las siguientes:
- Asamblea de la Liga de la Cruz Roja (1976 y 1977);
 - Seminarios del Comité Internacional de la Cruz Roja y el I.I.D.H. sobre la Seguridad del Estado y los Derechos Humanos (1982);
 - Conferencia sobre la Paz (1983);

- 72. Conferencia Interparlamentaria (1984);
 - Reunión del Parlamento Latinoamericano contra el Narcotráfico (1986).
- c) En reuniones de Expertos, entre otras, en las siguientes:
- UNESCO, Países del Caribe sobre la Enseñanza de los Derechos Humanos (1978);
 - Desinstitucionalización de la pena y el preso residual (1978);
 - La Prevención del Delito en el Contexto del Nuevo Orden Económico Internacional, (Vicepresidente), (1984);
 - 38° y 39° períodos de sesiones de la Subcomisión de Prevención de Discriminaciones y Protección a las Minorías, (Experto suplente), (1984 y 1985);
 - Primer al noveno períodos de sesiones del Grupo de Expertos sobre Derecho al Desarrollo de la C.D.H. de las Naciones Unidas, (Vicepresidente), (1981 a 1984);
 - Experto Consultor de la Rama de Prevención del Delito de la ONU durante el VII Congreso de las Naciones Unidas sobre Prevención del Delito y Tratamiento del Delincuente (1985).

Algunos trabajos sobre derechos humanos y otros temas jurídicos que ha realizado han sido publicados.

Es miembro de la Unión de Juristas de Cuba.

Septiembre de 1986.

Mr. FISSEHA YIMER (Expert)

(Nominated by the Government of Ethiopia)

Date of Birth: 2 August 1940.

Marital Status: Married, with two children.

Education:

- LL.B., (with distinction) Addis Ababa University, 1970 (awarded the Chancellor's Medal);
- LL.M., University of Pennsylvania, United States of America, 1972

Present position: - Head, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs, Government of Ethiopia (since September 1977).

Professional Activities and Experience:

- 1970-1971, Legal Expert, Office of the Auditor-General of the Ethiopian Government;
- July 1972-September 1977, Lecturer (Later Assistant Professor) in public International Law, Addis Ababa University. Also taught Criminal Law, private International Law and International Trade Law;
- Assistant Dean, Faculty of Law, Addis Ababa University, July 1974-February 1977;
- Judge, High Court of Ethiopia, March-October 1975;
- Secretary, National Law Revision Commission, November-June 1975;
- Participant in the External Programme of the Hague Academy of International Law, Nairobi, 1976;
- Participant in the 1977 session of the Center for Study and Research in International Law and Relations of the Hague Academy of International Law, August-September 1977;
- Representative of Ethiopia to the nineteenth session of the Asian-African Legal Consultative Committee, Doha, Qatar, January 1978;
- Representative of Ethiopia to the first and second sessions of the United Nations Conference on Succession of States in Respect of Treaties, Vienna, April-May 1977, July-August 1978;
- Leader of the Ethiopian Delegation to the seventh, eighth, ninth, tenth and eleventh (final) sessions of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea;

- Representative of Ethiopia to the first, second, third and fourth sessions of the Preparatory Commission for the International Sea-Bed Authority and for the International Tribunal for the Law of the Sea, Kingston, Jamaica, March-April 1983, 1984, August-September 1984, Geneva, March-April 1985, 1986, Kingston;
- Representative of Ethiopia to the Sixth Committee of the United Nations General Assembly during the thirty-third, thirty-fourth, thirty-fifth and thirty-eighth, fortieth and forty-first sessions;
- Member of the Official delegation during the official visits of the Ethiopian Head of State to the Republics of Sierra Leone, Guinea and the People's Republic of Bulgaria, February 1979 and July 1980;
- Member, United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities 1981-1984, re-elected 1984 for a further three-year term;
- Member of the Board of Directors, Ethio-Djibouti Railway Organization;
- Judge, Organization of African Unity Administrative Tribunal 1981-1984;
- Member of the Ethiopian Delegation, nineteenth, twentieth, twenty-first and twenty-second sessions of the OAU Assembly of Heads of State and Government, Addis Ababa, June 1983, November 1984, July 1985 and July 1985;
- Member of the Ethiopian Delegation, Meeting of the Bureau of the nineteenth session, OAU, Addis Ababa, July 1983;
- Chairman-Rapporteur, twelfth and fifteenth sessions (1983 and 1987) Working Group on Communications, Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities;
- Vice-Chairman, thirty-seventh session, United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.

- Publications:
1. "State Succession and the Legal Status of International Rivers", in "The Legal Régime of International Rivers and Lakes", Martinus Nijhoff Publishers, the Hague, 1981, paper presented to the 1977 Centre for Studies and Research in International Law and International Relations of the Hague Academy of International Law.
 2. Extradition in Ethiopian Law, published by the Journal of Ethiopian Law, 1986-1987.

Membership in

Professional Societies: - American Society of International Law.

- International Academy of Comparative Law.

Address: P.O. Box 4261
Addis-Ababa
ETHIOPIA

Mrs. ERICA-IRENE A. DAES (Expert)

(Nominated by the Government of Greece)

Nationality: Greek.

Marital status: Married to the late Asterios A. Daes, Honorary President of the Supreme Auditing Court of Greece, ex-Minister of Finance, Communications and Transports.

Permanent address: 47 Minoos Politeia Kifissia,
P.O. Box 510 50
KIFISSIA,
145 10 ATHENS,
GREECE.
Tel. (301) 80 19 548 and 80 13 575.

Education: Educated in Athens University (a) M.A. of the School of Law and of Political and Economic Sciences and (b) Ph.D. of the School of Law, University College (London University), Cambridge University, British Institute of World Affairs and at the Hague Academy of International Law.

Career positions and Experience

(a) Present, Supreme Court Advocate. Member of Athens Bar, Associate Professor of International Law. Government's Consultant for International Affairs and Cases. Associate of the Greek Institute of International and Foreign Law. Secretary-General of the Greek Association for the United Nations. Co-editor of the Bulletin of "International Co-operation". Collaboratrice of the "Revue Hellenique de Droit International". Vice-President of the World Federation for the United Nations (WFUNA).

(b) Visiting appointments. Research and teaching activities at the European University Institute, Badia Fiesolana Florence-Italy (From October 1986 to November 1988).

(c) Past:

- 1946-1948. Administrator of the Greek Branch of World Student Fund.
- 1950-1956. Secretary-General of the Panhellenic Women's Association of the Greek Liberal Party;
- 1952-1967 and 1974-1975. Barrister-at-Law to the Public Power Corporation and Editor of the "Public Power Corporation Legal Review", (during the period of the years 1968 to September 1974 was dismissed for purely political reasons by the dictatorial régime. She was reappointed by the democratic Government National Unity on 14 September 1974).

(d) Social, humanitarian and other voluntary work. 1950 to date. Member of the Hellenic Red Cross. Member of the Executive Board of the Maternity Hospital "Marica-Eliades donation by Helena Venizelos". Member of a number of scientific associations and non-governmental organizations.

(e) Participation in a great number of Conferences, colloquia and seminars at national, regional and international level, in which subjects related to the elimination of racial discrimination, apartheid, human rights and international law were considered.

(f) Other activities and experience

- 1965-1966 Member of Ministerial Committees of the Ministry of Justice for the elaboration of draft bills, legislative acts, etc. related to humanitarian, social and legal matters;
- 1972 to date. Member of the International Law Association.
- 1964. Vice-President of the Executive Board of Attenders and Alumni of the Hague Academy of International Law;
- 1965. Participant in the Second International Conference on the European Convention on Human Rights (Vienna);
- 1972. Participant, in individual capacity, in Upsala Colloquium on the "Right to Leave and to Return".

(g) Council of Europe

- 1960-1965. Representative of Greece to the Social Committee of the Council of Europe;
- 1961-1964. Member of the Working Group: (a) on the elaboration of the Draft European Convention on the Adoption of Children and (b) on the elaboration of the Draft European Convention on the Transport of Animals;
- 1977. Representative of Greece to the European Ministerial Conference on Family Law (Vienna).

UNITED NATIONS ACTIVITIES

- Representative of Greece to the Third, Fourth and Sixth Committees of the twenty-first, twenty-seventh, thirty-fifth to thirty-seventh sessions of the United Nations General Assembly;
- Vice-Chairman of the Third Committee of the General Assembly;
- Representative of Greece to the Economic and Social Council (ECOSOC);
- Member of the Commission of Social Development;
- Member of the Working Group on the Draft Declaration on Social Progress and Development;

Member of the Commission on the Status of Women.

- Chairman-Rapporteur of the Working Group on the Programme of the International Women's Year;
- Chairman-Rapporteur of the Working Group on the Programme for a Decade to Combat Racism and Racial Discrimination;
- Representative of Greece to the First World Conference to Combat Racism and Racial Discrimination (Geneva, 1978);
- Chairman-Rapporteur of the Working Group on Minorities, established within the framework of the World Conference to Combat Racism and Racial Discrimination.

UNITED NATIONS SUB-COMMISSION ON PREVENTION OF DISCRIMINATION AND PROTECTION OF MINORITIES:

- Member of the Sub-Commission;
- Major tasks and responsibilities at the Sub-Commission:
- 1985 and 1986. Chairman of the Sub-Commission;
- 1978. Vice-Chairman;
- 1981. Rapporteur;
- Special Rapporteur 1976 to 1988 (designate) on: (a) The Individual's Duties to the Community ..., (b) Principles, Guidelines and Guarantees for the Protection of Persons Detained on Grounds of Mental Ill-Health or Suffering from Mental Disorder, (c) Promotion, Protection and Restoration of Human Rights at the National, Regional and International levels - Draft Body of Principles and Guidelines on the Right and Responsibility of Individuals, Groups and Organs of Society to Promote and Protect Human Rights and Fundamental Freedoms. Report: E/CN.4/Sub.2/1985/30 and Add.1, and (d) Draft Principles and Preambular Paragraphs for a Future Declaration on Indigenous Rights.

Chairman-Rapporteur of Sub-Commissions Working Group:

(a) 1982 to date on Draft Principles, Guidelines and Guarantees for the Protection of Persons Detained on Grounds of Mental Ill-Health ...; and

(b) 1984 to date on Indigenous Population:

- Representative of the Sub-Commission to the Fourth General Assembly of the World Council of Indigenous Populations, Panama, 1984.

UNITED NATIONS SEMINARS:

(a) Participant in the United Nations Seminar on the Realization of Economic and Social Rights, contained in the Universal Declaration of Human Rights (Warsaw, Poland, 1967);

(b) Participant and discussion leader in the world-wide Seminar on Special Problems Relating to Human Rights in Developing Countries (Nicosia, Cyprus, 1969);

(c) Participant and discussion leader in the Seminar on Local, National and Regional Institutions for the Protection of Human Rights (Geneva, 1980).

UNESCO

- Representative of Greece to the twentieth and twenty-first sessions of the General Conference of UNESCO (Paris, 1979 and 1980);
- Participant in the Seminar on Teaching Human Rights (Sophia, Bulgaria).

TEACHING AND LECTURES

Teaching and lectures on subjects relating to international law, international relations, human rights, United Nations law and European law, in particular, on topics relating to the Universal Declaration and the International Covenants on Human Rights, implementation procedures of human rights, the Declaration and the Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, apartheid, the Declaration on the Granting of Independence to Colonial Countries and Peoples, Genocide Convention, Protection of Minorities at National, Regional and International Levels, Recognition and Protection of the Rights of the Indigenous Peoples, the Declaration on Principles Concerning Friendly Relations and Co-operation among States, the rights and responsibilities of women in the contemporary world, the law of armed conflict, international peace and security and human rights, and the protection of the individual at national, regional and international level.

WRITINGS AND PUBLICATIONS (in Greek and English)

- The Dissolution of Adoption (pp. XVI, \pm 253), 1987;
- A Comparative Study on the Dissolution of Adoption;
- No one can transfer a better title than he possesses himself.
(A comparative study submitted to the Athens Academy);
- An analysis of the provisions of the Convention on the Prevention of the Crime of Genocide;
- Approximation of the Legislations of the member States of the European Economic Community;
- General Principles of Law (art. 38, para. I (c)) of the Statute of the International Court of Justice (unpublished);

- The Right to Work as a Human Right;
- Restrictions and Limitations on Human Rights (published by the Institute Int. de Droits de l'Homme, in René CASSIN Amic. Discipulorumque Liber. Vol. III, Paris, 1971).
- Protection of Minorities under the International Bill of Human Rights and the Genocide Convention (Festschrift für P. ZEPOS XENION), Vol. II, Athens-Freiburg, 1973.
- Native People's Rights (Les droits des autochtones), in Les Cahiers de Droit, Vol. 27, No. 1, March 1986, pp. 123-133.
- United Nations Activities in the Field of Indigenous Rights, in Transnational Perspectives, Vol. 13, No. 1, 1987, pp. 11-14.

In addition to the aforementioned studies, she published a number of articles and book reviews, relating, in particular, to human rights, protection of minorities and the crimes of genocide and apartheid.

UNITED NATIONS STUDIES

(a) The study "The Individual's duties to the Community and the Limitations on Human Rights and Freedoms under article 29 of the Universal Declaration of Human Rights - A Contribution to the Freedom of the Individual Under Law". United Nations Publication Sales No. E.82.XIV.1/1983;

(b) Human Rights and Scientific and Technological Development - Principles, Guidelines and Guarantees for the Protection of Persons detained on Grounds of Mental Ill-Health or Suffering from Mental Disorder. United Nations Publication Sales No. E.85.XIV.9, March 1986.

DECORATIONS AND DISTINCTIONS

(a) She has been awarded the "Chevalier d'Honneur de l'Ordre International Constantinien" (1965);

(b) A distinction and diploma for "her services to the liberation of Europe", as an active member of the National Liberation Movement in the island of Crete (1943-1944);

(c) A diploma of recognition of her services as "Freedom Fighter" in the island of Crete (1943-1944) by the Minister of National Defence (Min. dec. No. 483, No. 72, No. 863889 (Doss.123866).

UNITED NATIONS ACKNOWLEDGEMENT

The President of the General Assembly, H.E. Mr. Stanislaw Trepczynski, (Poland), "expresses his deep appreciation for her generous assistance and valuable contribution to the efficient conduct of the twenty-seventh session of the General Assembly".

MR. MURLIDHAR CHANDRAKANT BHANDARE (Expert)

(Nominated by the Government of India)

Name: BHANDARE, MURLIDHAR CHANDRAKANT

Place & date of birth: Bombay,
10 December 1928

Educated at: Siddharth College, Bombay
Wilson College, Bombay

Family: Married, Mrs. Sunanda Bhandare, 28 April 1961;
A son and a daughter

Present position: 1. Member of Parliament
2. Senior Advocate, Supreme Court of India
3. President of the Supreme Court Bar Association
(since 1986)

Positions held: 1. Professor of Law, Government Law College, Bombay
(1960-1964)
2. MEMBER
(i) Committee on Subordinate Legislation, Rajya Sabha
(1980-1982)
(ii) Committee on Privileges, Rajya Sabha (1984-1985,
1987-1988)
(iii) Consultative Committee of the Ministry of
Petroleum and Chemicals and Ministry of Energy
(1980-1985)
(iv) Consultative Committee, Ministry of External
Affairs (1985-87)
(v) Consultative Committee, Ministry of Defence
(1987-1988)
(vi) Delegation of Indian Parliamentary Association on
Population and Development to the First Asian
Parliamentary Conference on Population and
Control held at Beijing (China), during
November 1981
(vii) Second Asian Parliamentary Conference on
Population and Development held at New Delhi
in 1983.
(viii) Parliamentary delegation to Netherlands 1984

3. CONVENOR, Political Affairs Committee of Congress (I) Party in Parliament
4. Vice-Chairman, Thirty-ninth Session of the United Nations Sub-Commission for Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.
5. MEMBER
 - (i) United Nations Sub-Commission for Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, 1984-87.
 - (ii) Working Group of the Commission on Human Rights on Traditional Practices affecting the Health of Women and Children.
 - (iii) Indo-United States Sub-Commission on Education and Culture, 1985-87 and 1987-89.
 - (iv) Senate, University of Bombay, 1964-69
 - (v) Member, Law Faculty, University of Bombay, 1964-69
 - (vi) University Court, Delhi University since 1985.
6. President, All India Confederation of General Insurance Federation
7. Chairman, Kamla Nehru College, New Delhi, 1980-82
8. Vice-President, National Union of Students of India, 1950-53
9. Member, Managing Committee, Bombay Cricket Association, 1955-56
10. Secretary, Indian Council of Legal Aid and Advice
11. Convenor, All India Lawyers' Conference held at Delhi in April 1975
12. Member
 - (i) Supreme Court Bar Association
 - (ii) Western Indian Advocates Association
 - (iii) Bar Association of India, New Delhi
 - (iv) Bombay Bar Association
 - (v) Delhi High Court Bar Association

Publications: Articles on aspects of law and population control

Social interests: Legal aid and slum clearance and improvement

Address 1. C-109, South Extension, Part-II, New Delhi-110 049
Telephone: 6442602/6440447

2. 352, Jagannath Shankar Sheth Road, Bombay-140004
Telephone: 310312

MR. JUSUF WANANDI (Expert)

(Nominated by the Government of Indonesia)

Name: JUSUF WANANDI

Place & date of birth: Sawahlunto (West Sumatra)
15 November 1937

Nationality: Indonesian

Civil status: Married, four sons

Addresses:

- Home: Jalan Lombok 2, Jakarta 10310
- Business: Jalan Tanah Abang 111/27, Jakarta 10160

Education: Master of Law, University of Indonesia, Jakarta

Present Positions: - Member, Board of Directors, and Executive Director, Centre for Strategic and International Studies (CSIS), Jakarta
- Member, People's Consultative Assembly (MPR)
- Head, Department of International Affairs, The Central Board of Golkar of Functional Group

Academic Career: 1964: Assistant Professor in Civil Law at the Faculty of Law and Social Sciences, University of Indonesia

Official (Governmental) Appointments: 1964-65: Secretary, Indonesian Supreme Advisory Council (DPA)
1965: Secretary-General, Indonesian National Education Council (Mapenas)
1968-72: Member, Provisional People's Consultative Assembly (MPRS)
1972-..: Member, People's Consultative Assembly (MPR)

Others: Fall 1977: Congressional Fellow, Sponsored by the American Political Science Association (APSA)

- Member, Research Council, Pacific Forum, Honolulu
- Member, Board of Research Consultant, Institute for Foreign Policy Analysis (IFPA), Cambridge, Massachusetts
- Member, Advisory Council, Asian Studies Center, The Heritage Foundation, Washington, D.C.
- Member, Board of Governors: East-West Center, Honolulu
- Member, The International Institute for Strategic Studies (IISS), London

- Member: Editorial Board of Asian Survey, Institute of East Asian Studies, University of California, Berkeley; The Indonesia Quarterly, CSIS, Jakarta; and Conflict, and International Journal, New York.
- Member: International Council, The Asia Society, New York (1985-88)

Publications: - Security Dimensions of the Asia-Pacific Region in the IBBOS, CSIS, Jakarta, October 1979

- Economic, Political and Security Issues in Southeast Asia in the 1980s, Robert A. Scalapino and Jusuf Wanandi, (Eds.), Institute of East Asian Studies, University of California, Berkeley, 1982
- Articles published in Newsweek, Far Eastern Economic Review, the Asian Wall Street Journal, the International Herald Tribune, and in Indonesian Newspapers/Journals
- Papers on international/regional security problems, Indonesian foreign policy and political development in Indonesia presented at various international conferences.
- Korea and Indonesia in the year 2000, JAE KYU Park and Jusuf Wanandi (Eds.) Kyungnam University Press, Seoul, May 1984
- Internal and External Security Issues in Asia
- Asian Economic Development - Present and Future
- Asian Political Institutionalization

All three are edited by Robert A. Scalapino, Seizaburo Sato, and Jusuf Wanandi, Institute of East Asian Studies, University of California, Berkeley, 1985

MR. JUWONO SUDARSONO (Alternate)

(Nominated by the Government of Indonesia)

Name: JUWONO SUDARSONO

Current Position: Chairman, Department of International Relations, Faculty of Social and Political Sciences, University of Indonesia, Jakarta.

Place & date of birth: Ciamis, West Java, Indonesia
5 March 1942

Education: B.A. and M.A., University of Indonesia (Communications):
M.A., University of California, Berkeley (Political Science):
PH.D., London School of Economics (Intern. Relations)

Publications: Two books (in Indonesian) on selected topics in political development:
25 Papers (Indonesian and English on Asia-Pacific Development, Strategic Studies
Six chapter contributions (English) to various works edited and published in Australia, Singapore, West Germany and the United States

Topics related to human rights and minority issues: "Religious, ethnic and ideological dissension in the Asean States," in R. Scalapino, Ed. Political, Economic and Security issues in the Pacific-Asia region in the 1980s (University of California, 1985)
"Problems of Change and Continuity in Southeast Asian Political Development," (Bonn/Bad Godesberg: Friedrich Ebert Stiftung, 1984., published in Asian Forum.

MR. RIBOT HATANO (Expert)

(Nominated by the Government of Japan)

Name: HATANO, RIBOT

Nationality: Japanese

Birth: 6 September 1931, Tokyo

Education:

1. Graduated from Faculty of Law, Tokyo University 1954
2. Completed Doctor's Course in Law, Tokyo University, 1959
3. Completed Master's Course, Law School, Colombia University, 1961

Degrees:

1. LL.B., Tokyo University 1954
2. LL.M., Tokyo University 1956
3. LL.D., Tokyo University 1959
4. M.C.L. (Master of Comparative Law) - Colombia University (United States of America) 1961

Occupation:

1. Researcher, Institute of Comparative Law, Tokyo University, 1954-57
2. Lecturer of International Law, Faculty of Law, Meiji University (Tokyo), 1954-55
3. Associate Professor of International Law, Faculty of Law, Gakushuin* University (Tokyo), 1957-63
[* The only educational institution in Japan where Imperial Families have been attending]
4. Lecturer of International Law, Tsudajuku Women's College (Tokyo), 1962-63
5. Professor of International Law, Faculty of Law, Gakushuin University (Tokyo), 1963
6. Director of the Central Library, Gakushuin University, 1983-85
7. President of Hatano Family School - Non-profitable Organization for Social and International Education (Tokyo), 1978

Membership:

1. Member of Board of Directors, Japanese Society of International Law 1976
2. Member of Board of Directors, Japanese Association of World Law, 1976
3. Member of Japan Branch, International Law Association, 1960
4. Member of American Society of International Law, 1960

International
Activities:

- A. The United Nations:
1. Register of experts in legal and other fields, prepared in pursuance of General Assembly resolution 2329 (XXII) (Peace and Security)
 2. Interne (first from Japan) of the United Nations (New York), 1957
 3. Governmental Observer to International Law Commission of the United Nations.
1961 (Geneva)
1973 (Geneva)
 4. Alternate Delegate of Japan to the United Nations Special Committee on Friendly Relations
1964 (Mexico City)
1966 (New York)
1967 (Geneva)
1968 (New York)
1969 (Geneva)
 5. Member of Japanese Delegation to General Assembly (Sixth Committee) of the United Nations
1966 (New York)
1968 (New York)
 6. Governmental Observer to Peace-keeping Operations of the United Nations in Syria, Egypt, Cyprus and Israel, 1980
 7. Governmental Observer to the United Nations Relief and works Agency for Palestine Refugees in the Near East and refugee camps (Amman), 1980
 8. Governmental Observer to refugee camps in Khao I Dang and on Thai-Cambodian border, 1982
- B. International Law
1. Panelist at Round Table Conference on International Law (Hong Kong), 1962
 2. Dean at International Peace Seminar (Hakone, Japan), 1963
 3. Commentator at LAWASIA Conference (Kuala Lumpur), 1968
 4. Participant representing Japan Branch at the Centenary Celebration of International Law Association (Brussels), 1973
 5. Panelist at the Biennial Conferences of International Law Association
1976 (New Delhi)
1978 (Madrid)
1980 (Belgrade)
1982 (Montreal)
1986 (Seoul)
 6. Participant (Committee Member) at the Vivavoce Meeting of the Committee on Terrorism of International Law Association (Virginia, United States of America) 1982
 7. Participant (Committee Member) at the Vivavoce Meetings of the Committee on Extradition of Terrorists of International Law Association.
1985 (Boston)
1986 (Boston)

C. Others

1. Lecturer on "the Recent Trends in Japanese Education" (Singapore), 1982
2. Lecturer on "the Japanese Law and Contract" at Helsinki, Oslo and Amsterdam 1986
3. Lecturer on "American Fairness v. Japanese Fairness" at St. Louis (United States of America) 1987

Domestic
Activities:

1. Expert Witness (on Diplomatic Relations and Immunities), Tokyo District Court, 1965
2. Expert (on Exclusive Fishing Zone), Agriculture and Fishery Committee, House of Councillors, 1971
3. Expert (on Continental Shelf), Foreign Relations Committee, House of Councillors, 1971
4. Chairman of a Case Study Group on Territorial and Border Disputes, 1972-78
5. Chairman of a Case Study Group on International Responsibility of States, 1979
6. Chairman of a Study Group on Terrorism established by Japan Branch of International Law Association 1976/1982
7. Chairman of a Study Group on Extradition of Terrorists established by Japan Branch of International Law Association, 1985

Publications:

A. In English (Monographs)

1. Traffic Accidents and Diplomatic Immunity (The Japanese Annual of International Law, No. 12), 1968
2. Human Rights in Japan Today (Dialogue No. 19), 1978
3. To Normalize the International Whaling Commission (The Japanese Annual of International Law, No. 25), 1982

B. In Japanese (Books)

1. An Introduction to Modern Jurisprudence (Co-author), 1964
2. An Introduction to Legal Materials (Co-author), 1965
3. A Modern Law of Nations (Co-author), 1971
4. Reconstruction of International Law Theories (Co-editor-author), 1978
5. A Case Study on Territorial and Border Disputes (Co-editor-author), 1979
6. Workbook on International Law (Co-editor-author), 1980
7. International Law (Co-editor-author), 1982

C. In Japanese (Monographs - not exhaustive)

1. Substance of "culpa" in the Modern International Law, 1960
2. Substance of "International Standard Theory" in International Responsibility. 1962
3. Privileges and Immunities of the Staffs of the United Nations, 1963

4. An Analysis of the Acceptance Ratio of "Optional Clause" 1964
5. Commentry on "The Aerial Incidence Case", 1964
6. Legal Structure of the "Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons", 1967
7. State Immunity, 1967
8. An Analysis of Extradition Treaties, 1968
9. Attitude of Afro-Asian Countries towards International Legislation, 1971
10. Election of the Judges of International Court of Justice, 1976
11. Geographical Distribution of the Staffs of the United Nations, 1979
12. Problems on Continental Shelf, 1983
13. Fundamental Problems on the Protection of Refugees, 1985
14. An Analysis of ILA Draft Convention on the Extradition of Terrorists, 1987

Families:

- A. Wife (Miki):
 1. President of Counselling Center for Couples and Children - Non-profitable Organization for Social Welfare (Tokyo), 1976
 2. Mediator nominated by Tokyo Family Court, 1985
 3. Lecturer of Phsychology at Tokyo College of Design and Photography, 1985
- B. Son (Ikuya) - 20 years old:
 1. Sophomore, Faculty of Literature, Gakushuin University
 2. Novelist: (already published nine books)

Address:

1. Office
Faculty of Law, Gakushuin University
1-5-1, Mejiro, Toshima-ku, Tokyo
171 JAPAN
Tel. Tokyo (03)986-0221 EX. 301
2. Home
3-5-3-1202 Shimo-ochaia, Shinjuku-ku, Tokyo
161 JAPAN
Tel: Tokyo (03)950-1558

11 December 1987

Mr. YOZO YOKOTA (Alternate)

(Nominated by the Government of Japan)

Name: YOKOTA, YOZO

Date of Birth: 17 October 1940

Present home address: 6-30-12 Seijo
Setagaya-ku
Tokyo 157

Tel. (03) 483-1512

Present position: Professor of International Law and
Chairman of the Graduate School of Public
Administration, International Christian University,
3-10-2 Osawa, Mitaka-shi, Tokyo 181

Tel. (0422) 33-3184

Education:

June 1959 Graduated from Media High School, Media, Pa.

March 1960 Graduated from High School attached to Tokyo University of
Education, Tokyo

March 1964 Graduated from International Christian University, Tokyo, with
B.A. in International Relations

March 1966 Graduated from the Graduate School of Law and Politics (Master
Course), the University of Tokyo, with LL.M.

March 1969 Graduated from the Graduate School of Law and Politics (Doctor
Course), the University of Tokyo, with LL.D.

Professional experience:

April 1969 Instructor, International Christian University

April 1971 Assistant Professor, International Christian University

April 1974 Associate Professor, International Christian University

April 1979 Professor, International Christian University

Experience abroad:

August 1958 - July 1959

Exchange student to Media High School, Pennsylvania, under the sponsorship of the American Field Service

September 1971 - July 1972

Fulbright exchange scholar at Columbia University, School of Law

October 1974 - December 1976

Attorney (later Counsel) at the Legal Department of the World Bank

March - December 1983

Visiting Professor at the University of Adelaide, South Australia

January - August 1984

Visiting Professor at the University of Michigan, School of Law

September 1984 - March 1985

Visiting Professor at Columbia University, School of Law

Participation in international conferences:

August - September 1979

Participated as a legal expert in a United Nations Conference on the Development of the Mekong River held in Bangkok.

May - July 1970

Attended as an observer at the annual session of the International Law Commission of the United Nations held in Geneva.

May - August 1971

Attended as an observer at the annual session of the International Law Commission of the United Nations held in Geneva.

May 1973

Participated as a member of delegation in a conference of the United Board of Christian Higher Education in Asia held in Seoul.

May - July 1978

Attended as an observer at the annual session of the International Law Commission of the United Nations held in Geneva.

Membership in professional associations:

The Japanese Association of International Law (Councillor)

The Japanese Association of World Law (Secretary-General)

The International Law Association of Japan

The Japan Association of International Relations

The American Society of International Law

International Law Association

PROFESSIONAL PUBLICATIONS

(Major works only)

1. Book: International Society and Law - Conditions for Peace and Development, Association for the Promotion of Education through the University of the Air, 1986 (in Japanese)

2. Co-authored books:

Case Studies on Territorial and Border Disputes, Tokyo University Press, 1979 (in Japanese)

Lectures on International Law, Yuhikaku Publishing Company, Tokyo, 1982 (in Japanese)

Japanese International Law Cases - State Recognition, Institute of International Affairs of Japan, 1983 (in Japanese)

International Economic Law, Seirin-Shoin Publishing Company, Tokyo, 1987 (in Japanese)

International Law, United Nations and Japan, Kobundo Publishing Company, Tokyo, 1987 (in Japanese)

3. Translation:

Kenneth E. Boulding, A Primer on Social Dynamics, The Free Press, New York, 1970 - Japanese translation published by Kodansha Publishing Company, Tokyo, in 1979.

4. Articles and notes in English

"Japan's Participation in International Organizations", Proceedings of the 69th Annual Meeting of the American Society of International Law, 1975.

"Non-political Character of the World Bank", The Japanese Annual of International Law, No. 20, 1978.

"Legal Aspects of Japan's Foreign Aid Programme", Proceedings of the 71st Annual Meeting of the American Society of International Law, 1977.

"The Boundary between Deep Sea-bed and Continental Shelf", The Frontier of the Seas, The Ocean Association of Japan, 1981.

"Legal Character of International Organizations", The Journal of Social Sciences, Vol. 21, No. 1, 1982.

"How Useful is the Notion of 'International Public Corporation' Today?" Essays in International Law in Honour of Judge Manfred Lachs, 1984

"Toward a Pacific Community - Who will take the initiative?" The Journal of Social Sciences, Vol. 23, No. 2, 1985.

Mr. AWN SHAWKAT AL-KHASAWNEH (Expert)

(Nominated by the Government of Jordan)

Born on 22 February 1950 in Amman

Education:

The Islamic College of Amman - elementary and secondary education
Cambridge University (Queen's College) - the Historical and the Law
Tripos, the LL.B.
Examination.

Academic qualifications:

M.A. LL.B (Cantab)

Career and professional experience:

- Joined the Diplomatic Service, 1975
- Second Secretary then First Secretary, Permanent Mission of Jordan to the United Nations, New York, 1976-1980.
- Jordan's representative to the Sixth (Legal) Committee of the General Assembly in the thirty-first, thirty-second, thirty-third, thirty-fourth, thirty-sixth, thirty-seventh, thirty-eighth, thirty-ninth, fortieth, forty-first and forty-second sessions.
- Rapporteur of the Sixth Committee, thirty-second session, 1977.
- Jordan's representative to the Ad Hoc Committee on the Drafting of an International Convention against the Taking of Hostages, 1977-1979.
- Head of the delegation of Jordan to the United Nations Conference on Succession of States in Respect of Treaties, Vienna, 1978.
- Jordan's representative to the Legal Committee of the Arab League in the seventy-third, seventy-fourth, seventy fifth, seventy-sixth and seventy-seventh sessions of the Council of the League.
- Member of, and legal advisor to most Jordanian delegations to the ministerial and preparatory meetings of the Non-Aligned Movement and the Conference of Islamic Countries that were held in the years 1980-1983.
- Member of Jordan's delegation to the Arab League Special Committee on Amending the Charter of the League and Establishing an Arab International Court of Justice, Tunis, 1980-1981.
- Elected member of the Arab Commission of International Law, 1982.
- Member of Jordan's delegation to the Commission on Human Rights, Fortieth session, Geneva, 1984.

- Head of Jordan's delegation to the United Nations Conference on Succession of States in Respect of State Property, Archives and Debts, Vienna, 1983.
- Jordan's Alternate Representative on the Security Council of the United Nations 1983.
- Member of Jordan's delegation to the United Nations International Conference on the Question of Palestine, Geneva, 1983.
Jordan's representative on the Drafting Committee of the Conference.
- Elected member of the United Nations Sub-Commission on the Prevention of Discrimination and the Protection of Minorities, 1983.
- Re-elected to the Arab Commission of International Law, 1985, and appointed special rapporteur on the question of non-navigational uses of international watercourses in the Arab world.
- Invited by the Government of Guatemala as an international observer of the presidential and general elections in Guatemala, 1985.
- Head of the delegation of Jordan to the United Nations Conference on Treaties between States and International Organizations or between International Organizations, Vienna, 1986.
- Elected Chairman of the Drafting Committee of the Conference.
- Member, International Law Commission, 1987 ...

Present position:

- Director of the Legal Department of the Ministry of Foreign Affairs.

Mr. WALEED M. SADI (Alternate)

(Nominated by the Government of Jordan)

General:

Name: Waleed M. SADI
Place and date of birth: Jerusalem, 19 August 1937
Marital status: Married, four children
Citizenship: Jordanian

Education:

Friends Boys School (Quaker School), Ramallah, Jordan
Southern Methodist University, Dallas, Texas (B.A., Economics)
University of Chicago, Law School, Chicago, Illinois (J.D.)

Association:

Member of the Jordanian Bar Association
Member of the Board of Trustees, United Nations Fund for Victims of Torture

Experience:

Attorney at Law and Columnist (Jordan Times)
Ambassador of Jordan, Ankara, Turkey, 1982-1985
Member of the Working Group of the Armand Hammer Conference to establish an Academy of Human Rights at Versailles, 1984-1985
Rapporteur at the Armand Hammer Conference, Madrid, 1984, to submit the project for the creation of a United Nations High Commission for Human Rights
Attended the Armand Hammer Conferences, Warsaw, 1981
Ambassador at Large, Ministry of Foreign Affairs, Amman, Jordan, 1980-1982
Ambassador to the United Nations and other international organizations in Geneva, 1975-1980:
1. Chairman of the United Nations Commission on Human Rights, 1980-1985
2. Member of the Committee on Human Rights, 1978-1982
3. Member of the United Nations Sub-Commission on Human Rights, 1977-1980
4. Attended the ICRC Conferences in Manila, the Philippines

5. Attended the UNDP and UNCTAD Conferences in Geneva
6. Attended the Diplomatic Conference which adopted Protocols I and II to the Geneva Conventions
7. Attended Disarmament Conference in Geneva
8. Attended ILO and WHO Annual Conferences in Geneva

Member of the Working Group on Disappeared Persons, 1979-1981

Head of the Department of International Organizations at the Ministry of Foreign Affairs, 1974-1975

Minister Plenipotentiary, Jordan Embassy in Paris and London

Head of the Political Department, Ministry of Foreign Affairs, Amman, Jordan, 1970-1971

Counsellor, Jordan Embassy, Moscow

Associate Professor, Loyola University, Montreal, 1969-1970

Counsellor, Jordan Embassy, Washington D.C., 1968-1969

First Secretary, Jordan Mission to the United Nations, New York, 1964-1968

Assistant Chief of Royal Protocol, Royal Palace, 1963-1964

Mr. OSMAN EL-HAJJE (Expert)

(Nominated by the Government of Lebanon)

Nom et prénom : EL-HAJJE Osman

Lieu et date de naissance : Tripoli (Liban), le 21 juillet 1944

- Etudes :
- Etudes secondaires au lycée de Tripoli (Liban).
 - Etudes universitaires en Suisse et en France.
 - Diplômé en droit de l'Université de Genève (Faculté de droit).
 - Diplômé en sciences politiques (Institut universitaire de hautes études internationales de Genève).
 - Diplômé ès lettres, Université de Lyon II (Faculté des lettres et des sciences humaines).
 - Docteur en sciences politiques, Université de Genève.

Travaux scientifiques - Des écrits sur :

- Nature du droit de vote dans la société anonyme ; Prérogative ou fonction.
- Le mouvement wahabite dans la presqu'île arabique au XVIIIe siècle.
- L'arbitrage entre Etat et personne privée étrangère, le cas des nationalisations libyennes.
- Contribution à la 10ème table ronde de l'Institut international de droit humanitaire de San Remo, 1984.

Activités :

- Cofondateur, puis vice-président de l'Union générale des étudiants libanais en France, pendant la période 1969-1970.
- Cabinet d'avocat à Tripoli, 1975-1976.
- Fonctionnaire de la Ligue des Etats arabes depuis 1978, et à ce titre, participation à titre d'observateur :
 - . Aux sessions de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies depuis 1981.
 - . Aux sessions de la Sous-Commission des droits de l'homme sur la ségrégation raciale et la protection des minorités depuis 1980.
 - . Toutes les sessions de la Conférence internationale sur le droit de la mer depuis 1980. Membre du Comité arabe de rédaction à ces sessions.
 - . Sessions de juillet 1980 et 1981 de l'ECOSOC.
 - . Conférence internationale sur la deuxième décennie de la lutte contre la ségrégation raciale, août 1983.

- . Conférence des Nations Unies sur la Palestine, septembre 1983.
- . 25ème Conférence internationale de la Croix-Rouge, octobre 1986.
- . Toutes les sessions du Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés depuis 1980.
- . Toutes les Conférences internationales du Travail depuis 1981, et toutes les sessions du Conseil d'administration du Bureau international du Travail depuis 1981.
- . Toutes les Conférences mondiales de la santé depuis 1980. Toutes les sessions du Conseil exécutif de l'Organisation mondiale de la santé depuis 1982.
- . Les trente-cinquième, trente-sixième et trente-septième sessions de la Commission du droit international.
- . La première et la deuxième Conférence internationale des Nations Unies sur l'aide aux réfugiés d'Afrique (CIARA I et II).

Mr. ALEJANDRO SOBARZO LOAIZA (Expert)

(Nominated by the Government of Mexico)

Lugar de nacimiento: Hermosillo, Sonora.

Licenciatura en Derecho: Universidad Nacional Autónoma de México.

Doctorado en Derecho: Universidad Central de Madrid.

Cargos académicos

Profesor titular de la cátedra de Derecho Internacional Público en la Facultad de Derecho de la UNAM (actualmente con licencia). Durante varios años maestro en el Doctorado de Relaciones Internacionales de la Facultad de Ciencias Políticas y Sociales de la UNAM.

Libros publicados

Régimen jurídico del alta mar, Editorial Porrúa, S.A., México, 1A. edición, 1970; 2A. edición, 1985.

México y su mar patrimonial; la zona económica exclusiva, Cultura y Ciencia Política, A.C., México 1976.

Otras publicaciones

Numerosos estudios publicados en revistas de carácter jurídico y político.

Actividades políticas, profesionales y cargos

Ejercicio profesional en la Ciudad de México durante el año de 1962 y parte de 1963.

Notario público en Hermosillo, Sonora, desde 1963 hasta enero de 1965.

Secretario de Estudio y Cuenta de la Segunda Sala de la Suprema Corte de Justicia de la Nación, de febrero de 1965 a febrero de 1966.

Secretario particular del Presidente del CEN del PRI,
Lic. Jesús Reyes Heróles, de marzo de 1972 a marzo de 1973.

Asesor técnico de la Dirección General de Petróleos Mexicanos, del 1° de marzo de 1966 a diciembre de 1982.

Diputado federal por el distrito del Estado de Sonora, en la cuadragésimo novena legislatura (1973-1976).

Senador suplente por el Estado de Sonora (1976-1982).

Presidente de la Comisión de Asuntos Internacionales del PRI (1976).

Secretario de asuntos internacionales del CEN del PRI (1977-1979).

Delegado general del PRI en los Estados de Aguascalientes (1977), de Baja California (1977-1978) y de Jalisco (1986).

Diputado federal por el II distrito del Estado de Sonora en la quincuagésimo primera legislatura (1979-1982).

Presidente de la Comisión de Relaciones Exteriores de la H. Cámara de Diputados (1981-1982).

Director general de gobierno de la Secretaría de Gobernación (diciembre 1982-septiembre 1983).

Senador por el Estado de Sonora (1983-1988).

Secretario de asuntos internacionales del CEN del PRI desde enero de 1987.

Miembro del Grupo Nacional Mexicano de la Corte Permanente de Arbitraje desde marzo de 1987.

Organizaciones a las que pertenece

Miembro de la Sociedad Sonorense de Geografía y Estadística.

Miembro de la American Society of International Law.

Asociado del Instituto Hispano-Luso-Americano de Derecho Internacional.

Secretario de la Asociación Mexicana de Derecho Internacional.

Vicepresidente de la Asociación Mexicana de Estudios Internacionales.

Presidente del Patronato Pro-Estudiantes Sonorenses.

Presidente del Comité Mexicano pro Mar para Bolivia.

México, D.F., enero de 1987.

Mrs. HALIMA EMBAREK WARAZI (Expert)

(Nominated by the Government of Morocco)

Nom : Mme EMBAREK WARAZI

Prénom : Halima

Date de naissance : 17 avril 1933

Lieu de naissance : Casablanca (Maroc)

Diplôme : Licence ès lettres (juin 1957)

Carrière :

Novembre 1957 : Fonctionnaire aux affaires étrangères.

Août 1959 à
septembre 1961 : Attachée culturelle à Washington.

Septembre 1962 à
octobre 1963 : Attachée de Cabinet du Ministre de la santé et Chargée de la Division de l'assistance sociale.

Depuis 1964 : Membre du Cabinet de Monsieur le Ministre des affaires étrangères.

Septembre 1968 : Présidente de la Commission des questions sociales humanitaires et culturelles de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa vingt et unième session.

Février 1968 : Membre du Conseil national et de la promotion nationale.

Mai 1968 : Membre de la délégation marocaine à la Conférence internationale des droits de l'homme de Téhéran.

Mai 1968 : Représentante du Maroc à la Commission de la condition de la femme pour une période de trois ans.

Février 1969 : Membre de la délégation marocaine à sa vingt-quatrième session de la Commission des droits de l'homme.

Juin 1971 : Membre de la délégation marocaine à la 8ème Conférence au sommet de l'OUA.

Juin 1972 : Membre de la délégation marocaine à la 9ème Conférence au sommet de l'OUA.

Membre de la délégation marocaine à l'Assemblée générale des Nations Unies de 1959 à 1960 et de 1964 à 1987.

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en avril 1973. Nommée Rapporteur spécial de la Sous-Commission sur l'exploitation de la main-d'oeuvre par un trafic illicite et clandestin.

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

Membre de la Commission de la Fonction publique internationale de 1974 à 1984.

Membre du Comité exécutif et du Conseil exécutif de l'Institut international des droits de l'homme.

Membre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en 1978.

Présidente de la délégation marocaine à la Conférence mondiale contre le racisme en 1978.

Rapporteur de la Sous-Commission en 1980.

Présidente Rapporteur du Groupe de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la protection des droits de l'homme des non-ressortissants, 1982-1984.

Présidente de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en 1983.

Présidente Rapporteur du Groupe de travail sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, 1984-1985.

Madame H. WARZAZI est Ministre plénipotentiaire.

Mr. MOHAMED LAGHMARI

(Nominated by the Government)

Nom : LAGHMARI

Prénom : Mohamed

Date de naissance : 2 mars 1951

Lieu de naissance : Nador (Maroc)

Diplôme : Licence en droit (Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales - Rabat) juin 1974.

Fonctions :

Septembre 1974 : Service civil au Ministère de l'intérieur (Division économique et sociale).

Avril 1976 : Secrétaire des affaires étrangères au Ministère des affaires étrangères (Division presse et information) Chargé de la section presse étrangère.

Juin 1977 : Premier Secrétaire à l'Ambassade du Maroc en Jordanie.

1980-Janvier 1982 : Chargé d'affaires a. i. de l'Ambassade.

Mars 1982 : Au service de la formation continue (Direction des affaires administratives) du Ministère des affaires étrangères.

Septembre 1982 : Conseiller. Chargé des sections des étudiants marocains à l'étranger et des étudiants étrangers au Maroc.

Depuis 1984 : Chargé du service des étudiants étrangers au Maroc à la Direction de la coopération culturelle, scientifique et technique.

Depuis octobre 1986 : Membre de la Mission permanente du Maroc à Genève.

Participation :

Représentant ou membre de la délégation du Maroc à l'Assemblée générale et au Conseil exécutif de certaines organisations spécialisées de la Ligue des Etats arabes.

Membre de la délégation du Maroc à la 10ème Conférence au Sommet arabe (en Jordanie).

Membre de la délégation du Maroc à la :

- trente-septième et trente-huitième sessions du Comité exécutif du HCR.
- 25ème Conférence du CICR.
- quarante-troisième session de la Commission des droits de l'homme.

Mr. THEODOOR CORNELIS VAN BOVEN (Expert)

(Nominated by the Government of the Netherlands)

Born in 1934 in Voorburg (the Netherlands), married to Anna Maria Boezaardt, two children.

University degrees

1959	Master of Law, University of Leiden, the Netherlands
1960	Master of Comparative Law, Southern Methodist University, Dallas, Texas, United States of America
1967	Doctor of Law, University of Leiden, the Netherlands

Professional activities

1960-1977	Official in the Netherlands Ministry for Foreign Affairs, the Hague
1967-1977	Lecturer in human rights law, University of Amsterdam, the Netherlands
1970-1975	Netherlands representative on the United Nations Commission on Human Rights
1975-1977 and 1986-1987	Member of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities
1977-1982	Director of the United Nations Division of Human Rights
Since 1982	Professor of law at the University of Limburg, Maastricht, the Netherlands (since 1986 Dean of the Faculty of Law)
1987	Visiting Professor of law, Harvard University, Cambridge, Mass., United States of America

Present memberships

- Member of the Council of the International Institute of Human Rights, Strasbourg, France
- Member of the Board of Trustees of the European Human Rights Foundation, London, United Kingdom
- Member of the Advisory Council of the International Human Rights Law Group, Washington D.C., United States of America
- Moderator of the Commission of the Churches on International Affairs, World Council of Churches, Geneva, Switzerland
- Chairman of the Advisory Council of the Netherlands section of the International Commission of Jurists

- Chairman of the Board of International Alert, London, United Kingdom
- Member of the Advisory Committee on Human Rights of the Netherlands Ministry for Foreign Affairs

Publications

Books: International Protection of Religious Liberty, Assen, 1967;
 People Matter, Views on International Human Rights Policy,
 Amsterdam, 1982.

Numerous articles on human rights and humanitarian issues.

Honours

1982 Laureate of the Louise Weiss Prize (Strasbourg, France)

1982 Doctor honoris causa of the Catholic University of
 Louvain-la-Neuve, Belgium

1985 Recipient of the Right Livelihood Honorary Award (Stockholm,
 Sweden).

Mr. CORNELIS FLINTERMAN (Alternate)

(Nominated by the Government of the Netherlands)

Cornelis Flinterman
Bemelerweg 72
6226 HB MAASTRICHT

3 November 1944

Married, two children

1. EDUCATION

LL.M. Degree, University of Leiden, the Netherlands (1969)

LL.M. Degree, University of Virginia, United States of America (1971)

Visiting Scholar, Yale Law School, United States of America (1973)

Doctor in Law, University of Leyden, the Netherlands (1981)

2. EMPLOYMENT

- (Senior) lecturer in Law (comparative and constitutional law),
Leiden University, 1969-1970, 1971-1974, 1976-1978
- Visiting lecturer in Law (comparative and constitutional law),
University of Ghana, 1974-1976
- Research associate of the Ghana Law Reform Commission, 1974-1976
- Ministry for Foreign Affairs, Legal and Social Affairs Division,
the Hague, 1979-1981
- Professor of Law (constitutional and international law), University of
Limburg, the Netherlands, 1982-present (1984-1986 Dean of the Faculty
of Law)

3. PRESENT MEMBERSHIPS

- Member of the Board of the National UNESCO Commission for
the Netherlands
- Member of the Editorial Board of the Netherlands International Law
Review
- Member of the Editorial Board of the Netherlands Review of Human
Rights (NJCM Bulletin)
- Member of the Board of the Netherlands' Foundation for Health and
Human Rights.

Miss J.S. ATTAN (Expert)

(Nominated by the Government of Nigeria)

Name: Miss Judith Sefi Attah
Date and place of birth: 14 July 1933
Okene, Nigeria
Nationality: Nigerian
Marital status: Divorced, with three children
Education: B.A. (University of Dublin) 1957; Diploma in Education, 1958

Professional experience

Queen Elizabeth School, Ilorin - Teacher	1958-1960
Provincial Secondary School, Yola - Headmistress	1960-1962
Government Girls Secondary School, Dalla, Kano - Principal	1962-1963
Chief Woman Education Officer, Northern Region	1964-1968
Assistant Adviser Teacher Education and Director Teacher Education: Federal Ministry of Education, Lagos	1968-1978
Director Higher Education, Federal Ministry of Education, Lagos	1978-1982
Permanent Delegate of Nigeria to UNESCO	1982-1986
Permanent Secretary, Federal Ministry of Science and Technology	1986
Permanent Secretary, Ministry of External Affairs - to date	1987

Extra curricula activities

Member of the University of Ibadan Council	1966-1976
Member of the Nursing and Midwifery Council of Nigeria	1968-1980
Member of the Council of Nursing School, Lagos University	1969-1981
Member of the Joint Consultative Council on Education and Chairman	1964-1982 1976-1982
Member of the West African Examination Council	1964-1982
Member of the Joint Admission and Matriculation Board of Nigeria Universities	

Hobbies

Reading and music.

Mrs. CHRISTY EZIM MBONU (Alternate)

(Nominated by the Government of Nigeria)

Born on 25 July 1959, in plateau State, of the Federal Republic of Nigeria.

Graduated from the University of Ife (now Obafemi Awolowo University) Ile-Ife of Nigeria in 1980 with a Bachelor of Arts degree, and from the Foreign Service Academy of Nigeria in 1983. Speaks and writes English and French perfectly and also a little Portuguese.

In 1981-1982	Worked in the Protocol Department of the Ministry of External Affairs
1982-1983	Graduated from the Foreign Service Academy of Nigeria
October 1983- May 1986	Worked in the West and Northern Africa Department of the Ministry of External Affairs
April- September 1986	Worked as an unofficial Translator/Interpreter for the Hon. Minister of External Affairs

Participation at conferences and meetings

- Member of Nigerian delegation to the thirty-seventh session of the Executive Committee of the UNHCR, Geneva, October 1986
- Alternate leader of Nigerian delegation to the thirty-eighth session of the Executive Committee of the UNHCR, Geneva, October 1987
- Member of the Nigerian delegation to the Sub-Committee on International Protection of the Executive Committee of UNHCR, Geneva, October 1986
- Member of Nigerian delegation to the Sub-Committee on Administrative and Financial Matters of the Executive Committee of UNHCR, Geneva, October 1986
- Leader of Nigerian delegation to the Sub-Committee on International Protection of the Executive Committee of UNHCR, Geneva, October 1987
- Leader of Nigerian delegation to the Sub-Committee on Administrative and Financial Matters of the Executive Committee of UNHCR, Geneva, October 1987
- Member of Working Group of Executive Committee of UNHCR mandated by ECOSOC to study and effective participation of observer on the Executive Committee sessions
- Member of Nigerian observer delegation to the United Nations Commission on Human Rights, Geneva, 2 February - 13 March 1987
- Head of Nigerian delegation to the Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities, August 1987
- Member of Government delegation to the Twenty-fifth Conference of International Red Cross, Geneva, 1986.

Mr. ASBJØRN EIDE (Expert)

(Nominated by the Government of Norway)

Present position: Director, Norwegian Human Rights Institute, Oslo,
(Address: St. Olavsgate 29, 0166 Oslo 1, tel. (472) 11 10 52).

The Norwegian Human Rights Institute is a semi-autonomous institution with an international focus, established within the University of Oslo, attached to the Faculty of Law. Its task is to organize through international collaboration activities in the fields of research, information and documentation on the realization of international human rights.

Former Director and senior fellow of the International Peace Research Institute, Oslo.

The International Peace Research Institute is an institution for post-graduate research in the fields of conflict studies, armament and disarmament, and on policies of peace, including those of international agencies.

Former Secretary-General (1971-1975), International Peace Research Association.

Former member (1981-1983), United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities.

Former member (1979-1982), Council of Europe, Committee of Experts on Human Rights Education, Information and Research.

PAST ACTIVITIES IN THE FIELD OF HUMAN RIGHTS

Most of the books and some of the articles in English, French and Norwegian on human rights are found in the abbreviated bibliography attached.

Involved in the organization of and contributed to numerous seminars on human rights in different parts of the world. These include, inter alia, the series called Armand Hammer conferences on Human Rights and Peace. The first was organized in Oslo in 1978 and subsequently held annually or near-annually in Poland, United States of America, France and Spain.

Lectured on human rights in United States, Canada, France, Switzerland, Africa (Gaborone, Dakar, Harare, Yaounde), Poland, as well as in the Nordic countries - Denmark, Finland, Norway and Sweden. This comprises several series of lectures at the summer courses of the International Institute of Human Rights.

Invited as resource person, consultant and author of background papers to numerous seminars and other activities organized by the United Nations Centre (formerly Division) of Human Rights, to UNESCO seminars, to UNITAR projects, and to the United Nations University. My contributions were in most cases published by these institutions. Some are found in the attached, abbreviated bibliography.

Initiator of international networks of human rights research, information and documentation. These include:

Founder member and former Vice-President of the Human Rights Documentation System (HURIDOCs), co-ordinator of the Nordic Committee of Co-operation for Human Rights Research, Information and Education; contributed through all the preparatory stages to the formation of the newly established (Harare, August 1987) African Association of Human Rights in Development; founder member of International Alert, a body dealing with research and information on human rights during times of conflict.

Special rapporteur of the United Nations Sub-Commission, entrusted with the task of preparing several studies. These include: Asbjørn Eide and Mubanga-Chipoya: The Right to Conscientious Objection as a Human Right (United Nations document E/CN.4/Sub.2/1983/30), Asbjørn Eide: The Achievements of the Decade to Combat Racism and Racial Discrimination (first part in E/CN.4/Sub.2/1985/7, the final report to be delivered in 1988), and Asbjørn Eide: The New International Economic Order and the Promotion of Human Rights: The Right to Adequate Food as a Human Right (E/CN.4/Sub.2/1987/23).

Member of Advisory Board, Human Rights Internet, Harvard, United States of America. Member of Advisory Board, Human Rights Advocates, California. Member of Advisory Board, Food International Action Network (FIAN); headquarters Bonn, Federal Republic of Germany.

For many years chairman of a Norwegian Committee providing financial assistance for purposes of education to refugees from territories under racist and colonial régimes: South Africa, Namibia, in the 1970s also from Rhodesia and the Portuguese colonies.

Editor, Nordic Journal of Human Rights (Mennesker og Rettigheter).

EDUCATION AND PROFESSIONAL BACKGROUND

Born in Voss, Norway, February 11, 1933

Graduated from secondary school, Eidsvoll, 1952

Studies in philosophy and law. Graduated from the Faculty of Law, University of Oslo, 1960

One year (1960-1961) employed at the Norwegian Ministry of Justice, section for the preparation of legislation

Joined the University of Oslo, Faculty of Law, from 1961, as Assistant Professor, subsequently Association Professor and Senior Fellow

Invited Visiting Fellow to the Institute of War and Peace Studies, Columbia University, New York, 1965-1966

Joined the inter-disciplinary post-graduate research institution International Peace Research Institute from 1970 and was repeatedly Director

Representative of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities to the Second World Conference to Combat Racism, Geneva, 1983

- Contributor to books:

11. Asbjørn Eide: The New Humanitarian Law in Non-International Conflict. In: The New Humanitarian Law of Armed Conflict (A. Cassese, ed.), Naples, 1979
12. Asbjørn Eide: Sovereign Equality versus the Global Military Structure. In: The New Humanitarian Law of Armed Conflict (A. Cassese, ed.), Naples, 1979
13. Asbjørn Eide: The Laws of War and Human Rights: Differences and Convergences. In: Etudes et essais sur le droit international humanitaire et sur les principes de la Croix-Rouge, en l'honneur de Jean Pictet. Genève, 1984
14. Asbjørn Eide: Indigenous Populations and Human Rights. In: Native Power. The Quest for Autonomy. Norwegian University Press, 1985
15. Asbjørn Eide: The Human Rights Movement and the Transformation of the International Order. In: Alternatives, special issue on Social Transformation and Humane Governance. New York and Delhi, 1986
16. Asbjørn Eide: Respect for Humanitarian Norms in International Disturbances and Tension. In: Modern Wars, the Humanitarian Challenge. A Report of the Independent Commission for International Humanitarian Issues, published by Zed Books, 1986 (also in French)
17. Asbjørn Eide: Troubles et tensions internes. In: Les dimensions internationales du droit humanitaire, UNESCO et Institut Henry Dunant; Pedone, 1986
18. Asbjørn Eide: Le droit de s'opposer aux violations des droits de l'homme. In: Violations des droits de l'homme: Quel recours, quel résistance? UNESCO, 1983
19. Asbjørn Eide: Outlawing the Use of Force. The Efforts by the United Nations. In UNITAR: The United Nations and the Maintenance of International Peace and Security. Martinus Nijhoff Publishers, Dordrecht/Boston, 1987.

Not included here are many articles to journals (e.g. in International Social Science Journal, in Conflict Resolution (United States of America), in Journal of Peace Research, in International Studies Quarterly (United States of America), in Vereinte Nationen (Bonn, Federal Republic of Germany) and in several Nordic journals.

Mr. JAN ERIK HELGESEN (Alternate)

(Nominated by the Government of Norway)

Born: 1947

Law degree: 1975

Employed at the Faculty of Law, University of Oslo, from 1971:

Research assistant	1971-1976
Research scholar	1976-1979
University lecturer	1979-1985
Associate professor	from 1985

From September 1987 Associate Professor at the Faculty of Law as well as Senior Researcher at the Norwegian Human Rights Institute

Two main areas of research and teaching:

Jurisprudence and international human rights.

The following is restricted to information of direct relevance to human rights.

Published works and research

Published several articles and books on human rights. At the moment working on a thesis analysing legal argumentation.

Contributed to three issues of Norwegian Official Reports on human rights, namely:

NOU 1977:23, Det internasjonale menneskerettighetsvern (The International Protection of Human Rights);

NOU 1981:43, Menneskerettigheter. Behovet for informasjon, undervisning og forskning. (Human rights. The need for information, education and research);

NOU 1984:18, Om samenes rettsstilling (on the legal situation of the Sami People) (Appointed expert on international law to the Governmental Committee on Sami Rights);

At present working on a general Human Rights Textbook for the Council of Europe.

Participation at international human rights conferences

Member of the Norwegian delegation to the CSCE conferences in Belgrade, Madrid, Ottawa, Bern and Vienna

Member of the Norwegian delegation to the United Nations Conference on Crime and Punishment, Caracas, 1980

Member of the Norwegian delegation to the second Racial Conference, Geneva, 1983

Norwegian delegate to the United Nations Working Group (under the Human Rights Commission) on "Promotion and Protection of Human Rights" (first session, January 1986)

Other assignments in connection with the human rights field

Member of the Norwegian Human Rights Committee under the Ministry of Foreign Affairs. Co-ordinator of a subsidiary working group on the CSCE

Member of the Committee on the Prison Act under the Ministry of Justice (revision of the legislation relating to prisons)

In pursuance of the Geneva Protocols, one of the legal advisers to the Armed Forces on the laws of warfare.

Mr. ALI AHMAD FAZEEL (Expert)

(Nominated by the Government of Pakistan)

Attorney General for Pakistan

Senior Advocate, Supreme Court of Pakistan

Advocate, High Court of Sind

Chairman, Pakistan Bar Council

Member, Law Commission

Chairman, High Court Bar Association Benevolent Fund Trust

Delegate

Delegate to Indian Science Congress held at Nagpur

Delegate to XIV Australian Legal Convocation at Adelaide (Australia) in 1967

Invited to deliver key-note address at Preliminary Session of Pakistan Chartered Accountants Conference, held at Karachi on 24 May 1984

Leader of Pakistan Delegation to:

Indian Ocean Marine Affairs Co-operative Conference held at Colombo in year 1987 (Elected Member of Standing Committee of Conference).

Leader of Pakistan Delegation to:

International Conference on Drug Abuse and Illegal Trafficking, held at Vienna in June 1987 (Elected Vice-Presidency of Conference).

Academic qualifications

Passed M.Sc. from Aligarh Muslim University in First Division with First Position - 1944

Passed LL.B. from Aligarh Muslim University in First Division with First Position - 1945

Awarded Abdul Karim Khan University Medal for standing First Class. First in LL.B. Examination

Professional qualifications

Joined Bar in January 1946

Enrolled as Advocate, Federal Court of Pakistan - 1955

Enrolled as Senior Advocate of Supreme Court of Pakistan - 1962

Offices held (previously)

Elected, Vice Chairman, Pakistan Bar Council

President of High Court Bar Association, Karachi - twice

Chairman, Finance Committee, Pakistan Bar Council

Member, Pakistan Bar Council

Member, Sind Bar Council

Member, West Pakistan Bar Council Tribunal

Joint Editor, P.L.R. (Pakistan Law Reports), Lahore

Member, Karachi University Syndicate

Member, Board of Studies for Law, Karachi University

Member, Board of Governors, Law College of Sind

Editor, Progress Weekly, Karachi

Lecturer, S.M. Law College, Karachi

Special Assistant Public Prosecutor, Karachi

Legal adviserships

Legal Adviser, Custodian of Evacuee Property

Legal Adviser, Custodian of Enemy Property

Legal Adviser, University of Karachi

Some of important cases handled

Represented Pakistan Muslim League in Om Mandir Firing Inquiry, Karachi

Engaged by Pakistan Muslim League to file suit re: Dawn Trust

Addressed the High Court of Sind as amicus curie in the matter of administration of Quaid-e-Azam's property

Engaged in Constitution Petition against the ban on Daily SUN, Karachi

Addressed the Full Bench of High Court, Sind, in the matter of challenge to the authority of the President to amend the Constitution

Invited to address the High Court and Supreme Court as amicus curie in a number of important, civil and constitutional matters

Articles published

- | | | |
|--|---|---|
| 1. My Leader as I knew him | Published:
(Sind Information)
Sun
Pakistan Times | date: 13.1.1949
date: 11.9.1975
date: 11.9.1975 |
| 2. With Pakistan's First Prime Minister | Sun | date: 16.10.1975 |
| 3. Raja Mahmoodabad as I knew him | Booklet | |
| 4. Wavell Plan and After | Dawn, Delhi | date: 22.7.1945 |
| 5. Muslim Nation Faces Momentous Issues | Dawn, Delhi | date: 2.9.1945 |
| 6. Forthcoming Elections (some suggestions) | Dawn, Delhi | date: 16.9.1945 |
| 7. The Wheel of Progress | Progress | date: 16.1.1948 |
| 8. Whose Homeland! | Progress | date: 6.2.1948 |
| 9. Preliminaries of Our Economic Reconstruction | Aligarh University Magazine -
Pakistan Number - 1944 | |
| 10. Future of Soya Bean | Dawn, Delhi | date: 6.7.1945 |
| 11. Fixation of Wages | S.M. Law College Journal | |
| 12. Legislation as Means of Social Reform | Pakistan Bar Council Journal
January 1978 | |
| 13. Refugee Registration | Progress | date: 30.1.1948 |
| 14. Pakistan Evacuee Property Ordinance | Sind Observer | date: 8.12.1949 |
| 15. Power Resources of Pakistan | Dawn, Delhi | date: 1.4.1945 |
| 16. Chinese Vestiges in Pakistan | Dawn, Karachi | date: 4.10.1948 |
| 17. Urdu as Court Language | Sind Observer | date: 9.1.1949 |
| 18. Provincial Language and the Constitution | Sun | date: 5.6.1972 |
| 19. Censor Not Legal | Sun | date: 13.7.1972 |
| 20. Mr. Justice Tufail Ali Abdur Rehman, Chief Justice | Dawn | date: 16.1.1975 |

- | | | |
|---|---|------------------|
| 21. Role of Chartered Accountants | (Key-note address delivered at the Preliminary Session of All Pakistan Chartered Accountants Conference - held on 24 May 1984). | |
| 22. Labaika Allahahuma Labaika | | |
| 23. Address delivered at the concluding session of the IV JURISTS CONFERENCE held at Lahore | | date: 11.12.1977 |
| 24. Reciprocities in Constitution making | Dawn | date: 28.1.1947 |
| 25. Retrenchment | Dawn | date: 11.10.1946 |
| 26. Grain Procurement or Party Propaganda | Dawn | date: 13.6.1946 |
| 27. Schedule Casts and our Direct Action Day | Dawn | date: 12.8.1946 |
| 28. Sir Syed and Homeopathy | Dawn | date: 27.10.1944 |
| 29. Nothing but | Aligarh University Magazine 1943 issue. | |
| 30. Storm in a Tea Cup | Progress Weekly, Karachi | date: 13.2.1948 |

Mr. ION DIACONU (Expert)

(Nominated by the Government of Romania)

Born on 23 October 1938

Married, two children

Education

- 1956-1960 Faculty of Law, Bucharest
- 1965-1968 Doctorate Studies at the Institute for High International Studies of Geneva
- 1971 Doctor of political science of the University of Geneva, thesis on "Imperative norms in international law (jus cogens)"

Professional activities

- 1960-1965 Ministry of Foreign Affairs, Department of Legal Matters and Treaties
- 1968-1972 Ministry of Foreign Affairs, Head of Section in the Department of Legal Matters and Treaties
- 1972-1979 Member of the section on European security and co-operation, member of the delegations of Romania at the Conference on Security and Co-operation in Helsinki and Geneva, as well as at the Belgrade Meeting of the CSCE (1977) and the Montreux Meeting on Peaceful Settlement of Disputes (1978)
- 1980-1981 Counsellor at the Embassy of the Socialist Republic of Romania in Brussels
- 1981-1986 Minister Counsellor at the Permanent Mission of Romania to the United Nations in New York; Vice-Chairman of the Sixth Committee in 1983, chairman of working groups of the Committee
- 1986 Deputy Director in the Ministry of Foreign Affairs, Department of Economic External Relations, Treaties and International Organizations
- Member of Romanian delegations to various international meetings of the United Nations, UNESCO, FAO, OMS, UN/ECE, to conferences of codification of international law, to meetings of experts on human rights and other subjects
- Member of the Romanian Association for International Law and Relations

Publications

Les normes impératives en droit international (jus cogens), thèse de doctorat, Genève, 1971; revised edition (in Romanian), 1977, Bucharest

New rules of international multilateral negotiations (in Romanian), 1977, Bucharest

Machinery for the peaceful settlement of disputes between States (in Romanian, 1982, Bucharest

Human Rights: theories and realities (in Romanian), to be published, 1987, Bucharest

Articles on international law subjects, in various Romanian and foreign professional journals and publications.

Mr. IOAN MAXIM (Alternate)

(Nominated by the Government of Romania)

Born on 23 June 1941
Married, two children

Education

1959-1964	Faculty of Law, Bucharest
1964-1966	Post-graduate course of international law and relations, University of Bucharest
1980	Doctor in law

Professional activities

1966-1972	Ministry of Foreign Affairs, Third Secretary
1972-1977	United Nations Office at Geneva, Personnel Officer - Legal matters
1977-1984	Ministry of Foreign Affairs, First Secretary - Counsellor, Legal Department
1984-1987	United Nations Higher Commissioner for Refugees - Senior Officer
1987	Ministry of Foreign Affairs, Counsellor, Legal Department

Member of Romanian delegations to various international meetings to: United Nations, ILO, UNEP, UN/ECE

Member of Romanian Association of Lawyers

Member of Romanian Association for International Law and Relations; Vice-President of the International Law Section

Publications

"The legal status of the United Nations and of the specialized agencies" - Editura Politica, Bucharest, 1986

"International Labour Organisation - 50 years", 1969 (Essay)

"The world programme of employment" - 1969 (Essay)

"International Labour Organisation - Nobel prize", 1969 (Essay)

"The terrorism in the International Law", Editura Politica (in course of publication)

Articles in various professional magazines and journals.

Mr. CHARLES M.E. CADET (Expert)

(Nominated by the Government of Saint Lucia)

Born 16 December 1924 in Saint Lucia

Education

1948-1950	University Nova Scotia (Agric College) Diploma in Agriculture (Honours)
1950-1952	McGill University - B.Sc. (Agric) Honours
1952-1954	McGill University - M.Sc. (Agric) Honours
1963 (12 months)	Tour of United States universities culminating in one semester's study at Ohio State University studying rural sociology and development planning
1965	Institute of Social Studies - diploma course in economic planning (The Hague, Holland) FAO (Rome) - course in economic analysis

Employment record

1954-1958	Government of Saint Lucia - Head of Research, Department of Agriculture
1958	" " " Director of Agriculture,
1966	" " " Permanent Secretary, Ministry of Trade, Industry, Agriculture and Tourism
1970	" " " Permanent Secretary, Development and Planning in Prime Minister's Office
1976-1986	Counsellor (Trade), High Commission for Eastern Caribbean States, London - Deputy to High Commissioner and Winban United Kingdom Representative
1986-1987	Acting High Commissioner for the Eastern Caribbean States in London

Conferences and professional travel includes inter alia

1959	Saint Lucia delegate at Conference of Commonwealth Directors of Agriculture (United Kingdom)
1963	Saint Lucia delegate at World Food Conference (Washington)
1966	Saint Lucia delegate at FAO Conference called to evaluate FAO applied nutrition projects in West Indies and Latin America held in Colombia

1967-1970 Saint Lucia representative at technical advisory committees and officials' conferences leading to establishment of and deepening of CARICOM Agreement

Leader of Windward Islands delegation to FAO Banana Study Conference in Canary Islands

NOTE: Adviser to Saint Lucia Government delegation, Meeting of
1970 Caribbean Heads of Governments' Conference

1972 Adviser at Heads of Government meeting in Georgetown
(Georgetown Agreement establishing CARICOM)

- 1976-1987
1. Head of Saint Lucia delegation negotiating Lome II and Lome II
 2. Member of Saint Lucia delegation to Commonwealth Heads of Government Conference in Lusaka leading to solution of Rhodesian issue
 3. Chairman of ACP Banana Group in Brussels
 4. Head of delegation at ACP and EEC Council of Ministers Conferences
 5. Representative of Saint Kitts and Nevis, Saint Lucia and Saint Vincent and the Grenadines at Commonwealth Secretariat meetings of officials in London (including meetings of the Committee on Apartheid)
 6. In capacity as acting High Commissioner in London was responsible for monitoring the welfare of Caribbean immigrants in the United Kingdom

Cultural: Member of Saint Lucia Arts Guild, and also the Creative and Performing Arts Society

Chairman of Saint Lucia's Carifesta Committee (1972)

Composed original music for musical "Banjo Man" and the Legend of Tom Fool, "Wonderful World of Brother Rabbit" and "Chanson Mariane". The latter with lyrics by Roderick Waltott, was played at the Albert Hall under the baton of Anthony Hopkins in October 1986. Also composed Mass for Saint Lucia's independence celebrations

Public recognition

Awarded MBE (1972) by H.R.H. New Year's Day Honours
OBE (1978)
CBE (1987)

Publications

1. The effect of antibiotics on calcium metabolism (thesis in support of M.Sc.)
2. Communication problems in Saint Lucia (departmental).

Mrs. FRANCES IONA ERLINGER-FORD (Alternate)

(Nominated by the Government of Saint Lucia)

Born 29 January 1918 - Castries, Saint Lucia

Citizenship: Saint Lucian and Canadian

Address: P.O. Box 463, Castries, Saint Lucia, West Indies

Family: Married with two natural and two adopted sons. In addition, one son from Colombia and another from Nigeria have been adopted under Foster Parent's Plan of Canada

Education: St. Joseph Convent, Castries - obtained Cambridge School Certificate

Evening classes in computer training, Canada

Employment:

- A. 1946-1952 civil servant - secretarial posts/payroll clerk in departments of the registry, agriculture, administration, social welfare and public works
- B. Management of the family-owned "Blue Waters Beach Hotel" Vigie Castries
- C. Service on the Saint Lucia Tourist Board - helped to pioneer the formation of the Saint Lucia Hotel's Association
- D. Office Manager/Secretary of the Association for the Mentally Handicapped, Fort Murray, Alberta, Canada
- E. Currently Director, Concrete Products Ltd. (low cost housing, engineering, manufacturing and repair work)
- F. Director, Saint Lucia Holiday Company Ltd.

Activities:

- A. One of the first recruits to the British Army's Auxiliary Territorial Service (ATS). Orderly room sergeant. Served in Grenada, Barbados and Saint Lucia
- B. Secretary to the British Empire Ex-Services League of Saint Lucia
- C. Charter President of the Local Associate Club of the International Federation of Business and Professional Women (BPWC), 1975
- D. Correspondence Secretary, National Council for Women's Voluntary Organizations, 1975
- E. First Saint Lucian member to the Caribbean Examination Council

- F. First President, Caribbean Cultural Association, Fort Murray, Alberta, Canada (won highest trophy for cultural presentation at the 1985 Alberta Summer Games from a field of 55 contesting groups)
- G. Former member of the Black Parents Association, Fort Murray, Alberta, Canada
- H. Former member of the Association for the Mentally Handicapped, Fort Murray
- I. Charter President of the Fort Murray BWPC and is Honorary Past President
- J. Current President of the Saint Lucia BWPC
- K. Started work on a Patois dictionary

Workshops/Seminar:

- A. Drug abuse and alcoholism
- B. Seminar on proposed plan for a national policy for the women of Saint Lucia
- C. Social co-ordination on a committee for an FAO regional conference of women in agriculture.

Mr. AIDID ABDILLAHI ILKAHANAF (Expert)

(Nominated by the Government of Somalia)

1. At present I am employed as a Deputy Chief State Counsel for the Somali Government.
2. The details of my legal education, experience and qualifications (Curriculum Vitae) are as follows:

After passing higher teachers examination in June 1958, I sat for and passed the law examination for magistrates and police officers of the Ex-Somali-Land Protectorate in January 1960;

From 1960 to 1968 I was a Public Prosecutor (Attorney) at the Regional Courts and the Court of Appeal;

In October 1968, I was admitted to Lincolns Inn, and started my studies in the same month at the Inns of Courts School of Law for Barristers in England (United Kingdom). My studies were sponsored by the United Nations. In July 1971 I was called to the Bar and awarded the Degree of Barrister-at-Law;

From September 1971 to April 1972 I did pupillage (a practical training in advocacy) under James Wadsworth of No. 4 Paper Building, London, E.C.4. During this period I took practical training both in advocacy and construction of documents, i.e. legislation, drafting of contracts, giving legal opinion, etc.;

In May 1972, I was appointed as legal adviser to the Somalia Police Force, a post previously held by a foreigner;

And in April 1976, in addition to the above I was appointed as Deputy Chief State Counsel for the Somali Government, a post I at present hold.

3. Since my return to Somalia in May 1972, I drafted the following main legislations:

Revision of the Criminal Procedure Code;

The Foreign Investment Law;

The Tenancy Law;

Revision of the Traffic Code;

Law for the Local Governments;

The new Police Law;

The Law for the Custodial Corps;

The Anti-Contraband Law;

Law on essential Articles.

4. I have also advised the Government and gave legal opinion on agreements, conventions and contracts, e.g. the construction of Mogadiscio Port Agreement and the Juba Sugar Project Agreement.

5. Apart from being a legal adviser to the Somalia Police, I am also representative to INTERPOL, and in this capacity I have since 1975 been attending all the General Assembly sessions and African Regional Conferences.

Mr. ADIB DAOUDY (Expert)

(Nominated by the Government of the Syrian Arab Republic)

- Né en 1923 à Damas.
- A été nommé au Ministère des affaires étrangères en 1943.
- Transféré à l'Ambassade de Syrie à Paris, 1945-1949.
- Directeur de l'Institut des réfugiés palestiniens, 1952-1955.
- Chargé d'affaires de Syrie à Londres, 1955-1956.
- Conseiller à l'Ambassade de Syrie à New Delhi, 1957-1958.
- Conseiller à l'Ambassade de la République arabe unie à Karachi, 1958-1960.
- Ministre-Conseiller à l'Ambassade de la République arabe unie à Prague, 1960-1962.
- Ambassadeur de Syrie à New-Delhi, 1962-1964.
- Secrétaire général adjoint au Ministère des affaires étrangères pour les affaires politiques, 1964-1969.
- Ambassadeur de Syrie en Belgique - Pays-Bas et au Luxembourg et auprès de la CEE, 1969-1974.
- Conseiller politique du Président de la République, 1974-1981.
- Ambassadeur - Représentant permanent de la Syrie auprès des Nations Unies à Genève - 2 juillet 1981.
- Ambassadeur de Syrie près le Vatican - 28 juin 1982.
- Représentant permanent de Syrie auprès des Nations Unies à Vienne, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
- Représentant de la Syrie à la Commission des Nations Unies de l'UNRWA à Beyrouth, 1953-1955.
- Secrétaire de la délégation syrienne à la Conférence de Bandung, 1955.
- Chef de la délégation syrienne à la Conférence préparatoire ministérielle à Jakarta pour une seconde Conférence afro-asiatique au sommet à Alger, 1964.
- Chef de la délégation syrienne à la Conférence internationale des Nations Unies pour les droits de l'homme à Téhéran, 1968.
- Chef de la délégation syrienne à la Conférence arabe des droits de l'homme à Beyrouth, 1969.

- A participé à 12 sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Vice-président de la délégation syrienne aux deux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies et au Conseil de sécurité, 1967-1968.
- Membre de la Commission des Nations Unies de Cinq Membres qui s'est occupée du problème des otages américains à Téhéran, février-mars 1980.
- Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour poursuivre les travaux de la Commission des Nations Unies à Téhéran concernant le problème des otages à Téhéran, mai-juin 1980.
- Entre 1974-1980 il a accompagné le Président de la République pendant plusieurs visites d'Etat aux pays arabes et étrangers.
- Chef de la délégation syrienne aux sessions de la Commission des droits de l'homme à Genève de 1982 - 1983 - 1984 - 1985 - 1986 - 1987.
- Chef de la délégation syrienne à la Conférence CNUCED VII - Genève 1987.

Mr. WILLIAM W. TREAT (Expert)

(Nominated by the Government of the United States of America)

William W. Treat, a resident of Hampton, New Hampshire, was born on 23 May 1918. Mr. Treat is married to Vivian S. Baker and has two children. He attended the University of Maine (A.B., 1940), Boston University School of Law (1946), Harvard Business School (M.B.A., 1947).

Mr. Treat was a judge of probate (1958-1983) and a municipal court judge from 1952-1973. He has an interest in the family and issues pertaining to the protection of individuals from his work on the court, where his work included jurisdiction over family matters, such as maternal rights, guardianship and adoption of minor children, and all issues related to the integrity and well-being of the family. Judge Treat lectured at the National Judicial College on the subject of family law. In addition, Judge Treat served as Director of the New Hampshire Family Services and was Director of the New Hampshire World Affairs Council. Among the many legal societies in which he participated, Judge Treat was Chairman of the New Hampshire Judicial Council from 1976-1983, a member of the American Law Institute from 1971-1982, and a member of the Advisory Board of the New England Law Institute from 1969-1976.

Judge Treat was and is a member of numerous legal and judicial associations, institutes and committees. He is the author of Treat on Probate, three volumes; "Local Justice in the Granite State", study of municipal courts system in New Hampshire; various articles in "Trusts and Estates", New Hampshire Bar Journal, and other publications. Judge Treat was President of Bank Meridian, Hampton, New Hampshire from 1958-1984 and serves on the board of directors of numerous commercial firms. He has been active in civic affairs both nationally and in his community. He served as a United States presidential elector and secretary of the United States Electoral College in 1956 and 1960. In 1987, President Reagan appointed Judge Treat to be a member of the United States delegation to the forty-second United Nations General Assembly, where he represented the United States on the Third Committee.

Mr. DANILO TÜRK (Expert)

(Nominated by the Government of Yugoslavia)

Born 19 February 1952

- | | |
|------------|--|
| 1975 | Graduate, Faculty of Law, University of Ljubljana |
| 1978 | Master's degree, thesis "Institutional aspects of protection of minorities in the United Nations system", University of Belgrade |
| 1982 | Doctor of Law, dissertation "Principle of non-intervention in international law and international realtions, University of Ljubljana |
| 1978-1982 | Assistant Professor, International Law, University of Ljubljana |
| Since 1972 | Participant in several research projects in the field of human rights, Faculty of Law University of Ljubljana |
| Since 1982 | Professor of International Law, University of Ljubljana |
| Since 1983 | Director of the Institute for International Law and International Relations, Faculty of Law, University of Ljubljana |
| Since 1982 | Member, International Law Association's (ILA) International Legal Committee on Legal Aspects of a New International Economic Order |
| Since 1983 | Member, Council on International Law, Federal Secretariat for Foreign Affairs of the SFR of Yugoslavia |
| 1979-1983 | Member, Presidency, Socialist Alliance of the Working People of the Socialist Republic of Slovenia and Chairman of its Commission on the Question of Minorities and Emigration |
| Since 1981 | Vice-Chairman, Working Group of Governmental Experts on the Right to Development, established by the United Nations Commission on Human Rights in 1981 |
| Since 1984 | Alternate member of the United Nations Sub-Commission on Prevention of Discrimination and Protection of Minorities |
| Since 1985 | Alternate representative of Yugoslavia to the United Nations Commission on Human Rights |
| Since 1987 | Member of the Board of Trustees of the United Nations Voluntary Fund for Indigenous Populations |

Publications

The principle of non-intervention in international relations and in international law, revised doctoral thesis, Ljubljana, 1984

Articles on various subjects of international law published in different Yugoslav periodicals including an outline of international legal regulation of the protection of minorities within the United Nations, *Jugoslovenska revija za medjunarodno pravo*, 1976, Nos. 1-2; Current issues of human rights considered by the United Nations bodies, *Teorija i praksa*, 1987, No. 10; Forty years of the United Nations activities for the promotion of human rights and the right to development, *Yugoslav Review of International Law*, 1985, special issue to mark the fortieth anniversary of the United Nations; International co-operation in the field of investments and international law, *Pravnik*, 1985, Nos. 11-12; Preferential treatment of developing countries and international law, *Zbornik znastvenih razprav Pravne fakultete v Ljubljana*, 1985

Papers prepared for seminars: The right to development from lege ferenda to lex lata by D. Turk and P. de Waart, subsequently published in the Newsletter of the Netherlands Institute of Human Rights, Utrecht, April 1985; The human right to development, paper prepared for the Colloquium "Restructuring the International Economic Order", Utrecht, 12-13 June 1986; Participation of developing countries in decision making processes, paper prepared for the Seminar on International Law and Development, Amsterdam, 9-11 April 1987; The right to development: an impromptu on its possible relevance for minorities and peoples, including indigenous peoples, Seminar on the "Third Generation of Human Rights", Oxford, 27-29 May 1987.

Address:

Office: Pravna fakulteta
Trg osvoboditve 11
61000 Ljubljana

Home: Pozakova 7
61000 Ljubljana
Yugoslavia

Tel. (061) 331-611 ext. 55

Annexe II

LISTE DES MEMBRES DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES DONT
LE MANDAT EST VENU A EXPIRATION

M. Awn Shawkat Al Khasawneh	Jordanie
M. Miguel Alfonso Martínez	Cuba
M. Julio Heredia Pérez */	
M. Murlidhar Chandrakant Bhandare	Inde
M. Mark Bossuyt	Belgique a/
M. Patrick Dubois */	
M. Abu Sayeed Chowdhury	Bangladesh
Mme Erica-Irene A. Daes	Grèce
M. Driss Dahak	Maroc
M. Mohamed Sbihi */	
M. Jules Deschênes	Canada
Mme Rita Cadieux */	
M. George Dove-Edwin	Nigéria
M. Olufemi Oyewale George */	
M. Enzo Giustozzi	Argentine
M. Leandro Despouy */	
Mme Gu Yijie	Chine
M. Li Daoyu */	
M. Aidid Abdillahi Ilkahanaf	Somalie
M. Louis Joinet	France
M. Alain Pellet */	
M. Ahmed M. Khalifa	Egypte

a/ A la 56ème séance de la Commission des droits de l'homme,
le 13 mars 1986, MM. T.C. van Boven et C. Flinterman (Pays-Bas) ont été élus
respectivement, membre et suppléant en remplacement de MM. Mark Bossuyt
et Patrick Dubois.

*/ Suppléant.

M. Antonio Martínez Báez	Mexique
M. Héctor Fix Zamudio */	
M. Dumitru Mazilu	Roumanie
M. Mircea Nicolae */	
M. C.L.C. Mubanga-Chipoya	Zambie
Mme Beatrice Mulamfu */	
M. John P. Roche	Etats-Unis d'Amérique
M. John Carey */	
M. Kwesi B.A. Simpson	Ghana
Mme Kate Abankwa */	
M. Vsevolod N. Sofinsky	Union des Républiques
M. Viktor M.Tchikvadze */	socialistes soviétiques
M. Masayuki Takemoto	Japon
M. Nisuke Ando */	
M. Ivan Tosevski ^V	Yougoslavie
M. Danilo Türk */	
M. Antonio Jose Uribe Portocarrero	Colombie
M. Fernando Cepeda Ulloa */	
M. Rodrigo Valdez Baquero	Equateur
M. Mario Alemán Salvador */	
M. Benjamin C.G. Whitaker	Royaume-Uni de
M. J.R. Patrick Montgomery */	Grande-Bretagne et
	d'Irlande du Nord
M. Fisseha Yimer	Ethiopie

*/ Suppléant.